

Assurance-vie :

Fiscalité en cas de vie (rachat)

Le rachat du contrat permet au souscripteur d'obtenir le remboursement d'une partie ou de la totalité de son épargne. Seuls les souscripteurs de contrats bénéficiant d'une clause de rachat peuvent bénéficier de cette faculté.

Les rachats peuvent être imposables à l'impôt sur le revenu ou exonérés selon les cas, mais aussi soumis aux prélèvements sociaux. La fiscalité applicable diffère en fonction de l'année de souscription du contrat, l'année de versement des primes et l'année du rachat.

1. Principes et définitions

Le contrat d'assurance n'est taxé à l'impôt sur le revenu qu'en cas de vie, c'est-à-dire lorsque le souscripteur effectue un rachat (total ou partiel), ou que le dénouement du contrat intervient par une autre cause que le décès (arrivée du terme...). Aucune taxation à l'impôt sur le revenu n'est due en cas de dénouement par décès.

Le dénouement correspond au terme du contrat. Ce terme peut résulter de la réalisation de l'événement contractuellement prévu (durée fixe du contrat écoulée ou décès de l'assuré dans le cas d'un contrat d'assurance) ou du rachat total du contrat par le souscripteur.

Le rachat est l'opération par laquelle l'assureur verse, par anticipation, à la demande du souscripteur, tout ou partie de l'épargne acquise du contrat.

Lorsque le rachat porte sur l'intégralité de l'épargne acquise, on parle d'un rachat total. Ce type de rachat entraîne la clôture du contrat (ou dénouement du contrat).

Lorsque le rachat porte sur une partie de l'épargne acquise, on parle d'un rachat partiel. Après un tel rachat, le contrat se poursuit avec une épargne capitalisée réduite du montant des sommes retirées par le souscripteur au titre du rachat réalisé.

[Doc. adm. 5 I 3225](#) § n°5

[BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20](#) § 190

Par ailleurs, il convient de distinguer le rachat partiel brut et le rachat partiel net.

Le rachat partiel brut correspond au montant prélevé sur l'épargne acquise du contrat.

Le rachat partiel net correspond au montant perçu par l'assuré, après le paiement de l'impôt.

Ainsi, le rachat partiel net est égal au rachat partiel brut diminué de l'impôt acquitté.

Le rachat est un droit personnel du souscripteur c'est-à-dire qu'il est le seul à pouvoir le demander (cf fiche - [Assurance-vie : Caractéristiques générales](#)).

2. Synthèse fiscale selon la durée d'existence du contrat à la date du rachat

Date d'ouverture du contrat	Date de versement des primes	Montant des versements (****)	Régime fiscal des produits
A partir du 01/01/1990	A partir du 27/09/2017	> 150 000 €	<ul style="list-style-type: none">• Prélèvement à la source au taux de :<ul style="list-style-type: none">○ 12,8 % si la durée du contrat est inférieure à 8 ans,○ 7,5 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans,

Date d'ouverture du contrat	Date de versement des primes	Montant des versements (****)	Régime fiscal des produits	
			<ul style="list-style-type: none"> puis, l'année suivante, prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux de 12,8 % (**) ou, sur option, barème progressif de l'IR : <ul style="list-style-type: none"> après abattement d'assiette (*) de 4 600 € (ou de 9 200 €) uniquement si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans, Imputation du prélèvement effectué à la source 	
		< 150 000 €	<ul style="list-style-type: none"> Prélèvement à la source au taux de <ul style="list-style-type: none"> 12,8 % si la durée du contrat est inférieure à 8 ans, 7,5 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans, puis, l'année suivante, prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux de 12,8 % si la durée du contrat est inférieure à 8 ans (ou 7,5 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans) ou, sur option, barème progressif de l'IR avec : <ul style="list-style-type: none"> Abattement d'assiette (*) de 4 600 € (ou de 9 200 €) uniquement si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans, Imputation du prélèvement à la source 	
	Du 01/01/1998 au 26/09/2017 (sauf NSK et DSK)	Sans incidence	<ul style="list-style-type: none"> Barème progressif de l'IR ou, sur option, au prélèvement forfaitaire libératoire au taux (***) de : <ul style="list-style-type: none"> 35 % si la durée du contrat est inférieure à 4 ans, 15 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 4 ans et inférieure à 8 ans, 7,5 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans. Exception : exonération des produits des contrats à primes périodiques 	
	Du 26/09/1997 au 31/12/1997(*****)	> 30 490 €		
			< 30 490 €	
	Avant le 26/09/1997	Sans incidence	Exonération	
Entre le 01/01/1983 et le 31/12/1989	A partir du 27/09/2017	> 150 000 €	<ul style="list-style-type: none"> Prélèvement à la source au taux de : <ul style="list-style-type: none"> 12,8 % si la durée du contrat est inférieure à 8 ans, 7,5 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans, puis, l'année suivante, prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux de 12,8 % (**) ou, sur option, barème progressif de l'IR : 	

Date d'ouverture du contrat	Date de versement des primes	Montant des versements (****)	Régime fiscal des produits
			<ul style="list-style-type: none"> ○ après abattement d'assiette (1) de 4 600 € (ou de 9 200 €) uniquement si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans, ○ Imputation du prélèvement à la source
		< 150 000 €	<ul style="list-style-type: none"> • Prélèvement à la source au taux de <ul style="list-style-type: none"> ○ 12,8 % si la durée du contrat est inférieure à 8 ans, ○ 7,5 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans, • puis, l'année suivante, prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux de 12,8 % si la durée du contrat est inférieure à 8 ans (ou 7,5 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans) ou, sur option, barème progressif de l'IR avec : <ul style="list-style-type: none"> ○ Abattement d'assiette (*) de 4 600 € (ou de 9 200 €) uniquement si la durée du contrat est égale ou supérieure à 8 ans, ○ Imputation du prélèvement à la source
	Du 26/09/97 au 26/09/2017	Sans incidence	<ul style="list-style-type: none"> • Barème progressif de l'IR avec abattement d'assiette (*) de 4 600 € (ou de 9 200 €) uniquement si la durée du contrat est égale ou supérieure à 6 ans • ou, sur option, au prélèvement forfaitaire libératoire au taux (***) de : <ul style="list-style-type: none"> ○ 45 % si la durée du contrat est inférieure à 2 ans, ○ 25 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 2 ans et inférieure à 4 ans, ○ 15 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 4 ans et inférieure à 6 ans, ○ 7,5 % si la durée du contrat est égale ou supérieure à 6 ans.
	Avant le 26/09/1997	Sans incidence	Exonération
Avant le 01/01/1983	A partir du 10/10/2019	> 150 000 €	<ul style="list-style-type: none"> • Prélèvement à la source (au taux de 7,5 %) • puis, l'année suivante, prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux de 12,8 % (**) ou, sur option, barème progressif de l'IR : <ul style="list-style-type: none"> ○ après abattement d'assiette (*) de 4 600 € (ou de 9 200 €), ○ Imputation du prélèvement à la source
		< 150 000 €	<ul style="list-style-type: none"> • Prélèvement à la source (au taux de 7,5 %)

Date d'ouverture du contrat	Date de versement des primes	Montant des versements (****)	Régime fiscal des produits
			<ul style="list-style-type: none"> • puis, l'année suivante, prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux de 7,5 % ou, sur option, barème progressif de l'IR : <ul style="list-style-type: none"> ○ après abattement d'assiette (*) de 4 600 € (ou de 9 200 €), ○ Imputation du prélèvement à la source
	Avant le 10/10/2019	Sans incidence	Exonération totale

(*) Application de l'abattement de 4 600 € (ou 9 200 €) en priorité sur les produits attachés aux primes versées avant le 27 septembre 2017 puis, le reliquat éventuel, sur les produits afférents aux primes versées à partir du 27 septembre 2017.

(**) Application du taux de 7,5 % à la seule part des produits attachés à des primes allant jusqu'à 150 000 € (seuil apprécié par bénéficiaire), puis passage au taux de 12,8 % pour la fraction excédentaire,

(***) Taux de PFL applicables aux contrats souscrits à partir du 1er janvier 1990. Pour les contrats souscrits avant cette date, le taux du PFL est égal à 45 % si la durée du contrat est inférieure à 2 ans, 25 % si elle est égale ou supérieure à 2 ans et inférieure à 4 ans, 15 % si elle est égale ou supérieure à 4 ans et inférieure à 6 ans et 7,5 % lorsque la durée est égale ou supérieure à 6 ans,

(****) Produits des contrats d'assurance vie soumis à un régime distinct selon qu'il se rapportent à des versements excédant ou pas un certain seuil (150 000 € pour les primes versées),

(*****) Produits des contrats souscrits entre le 26 septembre 1997 au 31 décembre 1997 acquis ou constatés entre la date de souscription et le 31 décembre 1997 exonérés quel que soit le montant des primes versées.

Ce tableau ne tient pas compte des exonérations applicables en fonction de la situation personnelle du bénéficiaire, de son conjoint ou partenaire de PACS (licenciement, mise à la retraite anticipée, etc.).

Enfin, les sommes rachetées jusqu'au 31 décembre 2022 sur un contrat d'assurance vie de plus de 8 ans dans le but d'alimenter un plan d'épargne retraite sont exonérées d'impôt sur le revenu à hauteur de 4 600 € (9 200 € pour un couple).

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#)

2.1. Répartition par compartiments

Les contrats souscrits à partir du 1er janvier 1983 appellent une gestion spécifique par l'émetteur afin de permettre la distinction entre les produits exonérés et les produits imposables. D'où la nécessité de mettre en place des compartiments.

Les contrats souscrits postérieurement au 1er janvier 1998 ne présentent pas de difficulté particulière dans la mesure où les produits générés sont, dans tous les cas, imposables.

En revanche, les produits des contrats souscrits avant cette date requièrent une répartition selon qu'ils sont exonérés ou soumis à l'impôt.

2.1.1. Contrats souscrits après le 1er janvier 1998

Les produits de contrats d'assurance vie souscrits après le 1er janvier 1998 sont, sauf exceptions, soumis à l'impôt sur le revenu. Par conséquent, en cas de rachat, il convient de déterminer le produit attaché au rachat au prorata des primes versées.

L'administration fiscale préconise l'utilisation de la formule suivante. Il s'agit de soustraire au montant du rachat la fraction suivante :

(Total des primes versées à la date de rachat x Montant du rachat) / Valeur de rachat totale à la date du rachat

Exemple :

Patrick souscrit un contrat le 5 janvier 2005 sur lequel il verse une prime d'un montant de 16 000 €. Le 7 janvier 2007, il effectue un rachat partiel de 6 000 €. En admettant que la valeur de rachat totale (primes + produits) s'élève à 17 000 € à cette date, le produit attaché au rachat partiel sera égal à :

$$6\,000\text{ €} - [(16\,000\text{ €} \times 6\,000\text{ €}) / 17\,000\text{ €}] = 352,94\text{ €}.$$

En cas de rachats partiels antérieurs, le produit imposable est déterminé sur le solde des primes versées diminué des sommes remboursées au souscripteur.

Attention :

Les avances accordées au souscripteur sont réintégrées au capital pour le calcul du produit imposable attaché au rachat partiel.

2.1.2. Contrats souscrits avant le 1er janvier 1998

La détermination du produit imposable attaché au rachat pose une difficulté supplémentaire lorsque le contrat a été souscrit avant le 1er janvier 1998. En effet, les produits des contrats souscrits avant cette date sont, sauf exceptions, exonérés. En cas de rachat, il faut donc déterminer

- d'une part, le produit attaché au rachat,

la détermination du produit attaché au rachat se fait par la même formule que celle utilisée pour les contrats souscrits après le 1er janvier 1998 :

(Total des primes versées à la date de rachat x Montant du rachat) / Valeur de rachat totale à la date du rachat

- et d'autre part, la fraction de ce produit qui est imposable :
(Produit attaché au rachat x Montant des produits imposables) / Montant total des produits capitalisés à la date du rachat

Exemple :

Patrick souscrit un contrat le 2 septembre 1997 sur lequel il verse une première prime de 20 000 €.

Le 3 janvier 2002, il effectue un second versement de 30 000 €.

Le 5 mai 2007, il effectue un rachat partiel de 25 000 €.

On estime que la valeur de rachat totale s'élève à cette même date à 80 000 €.

	1er compartiment : primes versées avant le 26 septembre 1997 (et versements assimilés) et produits afférents	2ème compartiment : primes versées à compter du 26 septembre 1997 et produits afférents	Totaux
Primes versées	20 000 €	30 000 €	50 000 €
Produits capitalisés	20 000 €	10 000 €	30 000 €
Provision mathématique	40 000 €	40 000 €	80 000 €

Les produits imposables sont déterminés de la manière suivante :

- Produit attaché au rachat : $25\,000\text{ €} - (50\,000\text{ €} \times 25\,000\text{ €} / 80\,000\text{ €}) = 25\,000\text{ €} - 15\,625\text{ €} = 9\,375\text{ €}$
- Produit imposable : $9\,375\text{ €} \times 10\,000\text{ €} / 30\,000\text{ €} = 3\,125\text{ €}$

Le montant du produit imposable est donc de 3 125 €.

3. Imposition - Impôt sur le revenu

Les produits des contrats d'assurance-vie sont capitalisés en franchise d'impôt (notamment en cas d'arbitrage, d'avance), contrairement à un compte : Voir notre stratégie client : [Souscrire un contrat de capitalisation - fiche argumentaire - Comparatif contrat de capitalisation / compte titre](#)

Ces produits sont taxés dans 3 cas :

- au dénouement du contrat, c'est-à-dire au décès de l'assuré,
- suite à un rachat anticipé, total ou partiel,
- lors d'un tirage au sort (anciennement pratiqué).

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#)

Dans ce cas, seule la part d'intérêt comprise dans le rachat est taxable.

Voir le doc pratique [Fiscalité de l'assurance vie et du contrat de capitalisation en cas de rachat réalisé en 2018](#)

Remarque :

Les entreprises d'assurance sont tenues de communiquer à l'assuré l'ensemble des informations et documents permettant à ce dernier de déclarer les produits, le cas échéant rachetés, selon le régime fiscal qui leur est applicable. Elles communiquent également ces informations à l'administration.

3.1. Tableaux récapitulatifs des taux d'imposition

Pour les contrats souscrits depuis le 1er janvier 1990

Durée écoulée depuis la souscription du contrat	Produits des primes versées <u>avant</u> le 27 septembre 2017 (rachat avant ou après le 1er janvier 2018)		Produits des primes versées <u>depuis</u> le 27 septembre 2017 (rachat effectué après le 1er janvier 2018)	
	Principe (de plein droit)	Sur option	Principe (de plein droit)	Sur option (*)
Moins de 4 ans	Barème progressif	PFL à 35 %	12,8 % (PFU)	Barème progressif (****)
Entre 4 et 8 ans	Barème progressif	PFL à 15 %		
Supérieure ou égale à 8 ans	Primes versées après le 25 septembre 1997 : Barème progressif après abattement de 4 600 € ou 9 200 €	PFL à 7,5 % après abattement de 4 600 € ou 9 200 €	Après abattement de 4 600 € ou 9 200 € : <ul style="list-style-type: none"> • si primes nettes < 150 000 € : 7,5 % • si primes nettes > 150 000 € (**): fraction à 7,5 % et fraction à 12,8 % (***) 	Barème progressif (****) après abattement de 4 600 € ou 9 200 €
	Primes versées avant le 25 septembre 1997 : Exonération			

(*) **Attention** : l'option est globale pour tous les revenus soumis de plein droit au PFU

(**) Total des primes nettes versées par l'assuré sur l'ensemble de ses contrats d'assurance-vie et contrats de capitalisation (avant ou après le 27 septembre 2017)

(***) Détermination des produits (P) imposables à 7,5 % = P total x (150 000 € - primes versées avant le 27/09/2017 / primes nettes versées à compter du 27/09/2017)

(****) L'acompte retenu au moment du rachat s'impute sur le montant définitif d'impôt à payer : soit il est restitué pour le surplus ; soit un impôt complémentaire est dû lors de la réception de l'avis d'imposition.

Pour les contrats souscrits avant le 1er janvier 1990

Durée écoulée depuis la souscription du contrat	Produits des primes versées <u>avant le 27 septembre 2017</u> (rachat avant ou après le 1er janvier 2018)		Produits des primes versées <u>depuis le 27 septembre 2017</u> (rachat effectué après le 1er janvier 2018)	
	Principe (de plein droit)	Sur option	Principe (de plein droit)	Sur option*
Moins de 2 ans	Barème progressif	PFL à 45 %	12,8 % (PFU)	Barème progressif (****)
Entre 2 et 4 ans		PFL à 25 %		
Entre 4 et 6 ans		PFL à 15 %		
Supérieure ou égale à 6 ans	Primes versées après le 25 septembre 1997 : Barème progressif après abattement de 4 600 € ou 9 200 €	PFL à 7,5 % après abattement de 4 600 € ou 9 200 €	Après abattement de 4 600 € ou 9 200 € : <ul style="list-style-type: none"> si primes nettes < 150 000 € : 7,5 % si primes nettes > 150 000 € (**): fraction à 7,5 % et fraction à 12,8 % (***) 	Barème progressif (****) après abattement de 4 600 € ou 9 200 €
	Primes versées avant le 25 septembre 1997 : Exonération			

(*) **Attention** : l'option est globale pour tous les revenus soumis de plein droit au PFU

(**) Total des primes nettes versées par l'assuré sur l'ensemble de ses contrats d'assurance-vie et contrats de capitalisation (avant ou après le 27 septembre 2017)

(***) Détermination des produits (P) imposables à 7,5 % = P total x (150 000 € - primes versées avant le 27/09/2017 / primes nettes versées à compter du 27/09/2017)

(****) Le prélèvement à la source, opéré au moment du rachat, s'impute sur le montant définitif d'impôt à payer : soit il est restitué pour le surplus ; soit un impôt complémentaire est dû lors de la réception de l'avis d'imposition.

Attention :

Pour les contrats souscrits avant le 1er janvier 1983 :

- Les produits afférents primes versées avant le 10 octobre 2019 sur un contrat souscrit avant le 1er janvier 1983 sont exonérés d'impôt sur le revenu (mais soumis aux prélèvements sociaux).
- Les produits afférents primes versées après le 10 octobre 2019 sur un contrat souscrit avant le 1er janvier 1983 ET en cas de rachat après le 1er janvier 2020, sont soumis au régime fiscal classique de l'assurance-vie de plus de 8 ans :
 - au taux de 7,5 % ou 12,8 % (selon le montant des primes versées : + ou - de 150 000 €) après application des abattements de 4 600 et 9 200 € ; après application des abattements de 4 600 et 9 200 € ;
 - et aux prélèvements sociaux..

Pour les contrats souscrits entre le 1er janvier 1983 et le 1er janvier 1990, le taux de prélèvement libératoire est fonction de la durée moyenne pondérée du contrat.

Voir § 3.Imposition - Impôt sur le revenu (cas particuliers)

3.2. Assiette taxable

3.2.1. En cas de rachat total ou de dénouement du contrat

L'assiette taxable est constituée par *"la différence entre les sommes remboursées au bénéficiaire et le montant des primes versées."*

CGI. art. 125-0 A, I 1°

Remarque :

Il faut prendre en compte le montant des primes versées frais et chargements inclus.

La formule est la suivante : $PI = MR - MP$

PI = Part d'Intérêt = Intérêts compris dans le rachat total

MR = Montant total du rachat

MP = Montant total des primes brutes versées à la date du rachat

Remarque :

- lorsqu'un ou plusieurs rachats partiels ont déjà été effectués, il convient, afin de déterminer l'assiette taxable, de retrancher au montant des primes brutes, la fraction correspondante aux primes qui ont été remboursées à l'occasion des précédents rachats.
- lorsqu'une avance a été consentie avant le rachat et que celle-ci n'est pas encore remboursée alors il ne faut pas en tenir compte dans la détermination de l'assiette taxable.

3.2.2. En cas de rachat partiel

Tout comme pour un rachat total, les produits des contrats d'assurance vie qui font l'objet d'un rachat partiel sont imposables.

Tout rachat partiel est composé d'une fraction de capital et d'une fraction d'intérêts. Lors d'un rachat partiel, la difficulté réside dans la détermination de la fraction imposable des sommes versées par l'assureur : une part correspond aux primes versées tandis qu'une autre correspond au profit réalisé depuis le versement des primes.

Les proportions en capital et en intérêts contenues dans le rachat partiel doivent être les mêmes que celles du contrat à la date du rachat. Ainsi, pour la détermination de l'assiette taxable, la formule reste la même que pour le rachat total mais "les primes versées ne sont retenues qu'au prorata des sommes remboursées au titre du rachat partiel sur la valeur de rachat de la totalité du contrat à la même date."

Inst. adm. n°5 I 3-84

La formule est la suivante (pour les contrats souscrits depuis 1998) : $PI = MR - (MP \times MR/VR)$

PI = Part d'Intérêt = Intérêts compris dans le rachat partiel

MR = Montant total du rachat

MP = Montant total des primes brutes versées à la date du rachat

VR = Valeur de rachat total du contrat à la date du rachat

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 80

Exemple :

Soit un contrat sur lequel une prime de 200 000 € a été versée. Un rachat de 100 000 € est effectué sur le contrat dont la valeur totale est de 300 000 €.
Le produit imposable s'élève donc à 33 333 €.

Remarque :

- lorsqu'un ou plusieurs rachats partiels ont déjà été effectués, il convient, afin de déterminer l'assiette taxable, de retrancher au montant des primes brutes, la fraction correspondante aux primes qui ont été remboursées à l'occasion des précédents rachats. Le total des primes versées à la date du rachat partiel s'entend donc du total des primes versées qui n'ont pas déjà fait l'objet d'un remboursement en capital lors d'un ou plusieurs rachats partiels antérieurs.
- lorsqu'une avance a été consentie avant le rachat et que celle-ci n'est pas encore remboursée alors il ne faut pas en tenir compte dans la détermination de l'assiette taxable.

Voir nos questions / réponses :

- [Faut-il conseiller de souscrire un nouveau contrat plutôt que de verser sur un ancien ?](#)
- [Peut-on cibler les rachats partiels sur les fonds euros des contrats d'assurance-vie afin d'éviter les prélèvements sociaux ?](#)

3.2.3. Cas particulier - Rachat sur un contrat en perte

Lorsque la valeur de rachat du contrat est inférieure au montant des primes versées, le rachat ne contient aucun intérêt mais seulement du capital. Ainsi, aucune taxation n'est due.

La part des primes rachetées est plafonnée au montant du rachat.

Pour les contrats qui ont déjà donné lieu à un rachat partiel, l'assiette taxable est déterminée comme si la règle de plafonnement des primes avait été appliquée.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 100

[Rescrit du 10 août 2010](#)

Exemple :

[Rachat partiel sur un contrat en perte](#)

Les pertes constatées, lors d'un rachat, sur un contrat d'assurance-vie ne sont pas imputables sur des intérêts réalisés sur un autre contrat d'assurance ou encore sur un autre type de revenu.

CAA Bordeaux 06 nov. 2008

CAA Lyon 25 janv. 2011

CE 20 mars 2013 [n°347881](#) et [n°347882](#), voir notre [actualité](#)

Voir notre question / réponse : [Peut-on cibler les rachats partiels sur des supports en moins-values ?](#) et [Que faire de ses pertes et moins-values de 2020 sur titres, PEA, contrat d'assurance-vie, de capitalisation et contrat d'épargne retraite \(PER, PERP, Madelin\) ?](#)

3.2.4. Cas particulier - Imputation des pertes réalisées lors de la cession d'un contrat de capitalisation

Le BOFiP (issus de la mise à jour du PFU le 20 décembre 2019) permet depuis le 1er janvier 2018, de neutraliser l'imposition de certains produits issus d'un rachat (partiel ou total) réalisé sur un contrat de capitalisation (ou d'assurance-vie) par la cession ou apport d'un contrat de capitalisation en perte.

En effet, les moins-values matérialisées lors de la cession à titre onéreux d'un contrat de capitalisation peuvent fiscalement s'imputer sur les produits (intérêts : rachat sur contrat d'assurance-vie ou contrat de capitalisation par exemple) et gains de cession (plus-values : cession en plus-value d'un contrat de capitalisation par exemple) de contrats de capitalisation ou placements de même nature, réalisés au cours de l'année et des 5 années suivantes et soumis au même régime d'imposition.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#) § 430 et suivants

Une condition est toutefois nécessaire : les pertes, produits ou gains doivent être soumis au même régime d'imposition pour se compenser.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 460

Pour plus d'éléments sur la notion de "*même régime d'imposition*", voir [Doc expert : Contrat de capitalisation § 7.1](#)

Voir notre question / réponse : [Peut-on cibler les rachats partiels sur des supports en moins-values ?](#) et [Que faire de ses pertes et moins-values de 2020 sur titres, PEA, contrat d'assurance-vie, de capitalisation et contrat d'épargne retraite \(PER, PERP, Madelin\) ?](#)

Attention :

Il faut bien différencier le rachat et la cession :

- Rachat total ou partiel : il peut s'opérer sur des contrats d'assurance-vie ou de capitalisation et génère des "*produits*" ou des intérêts. Un rachat permet au souscripteur de percevoir, de façon anticipée, tout ou partie de la provision mathématique de son contrat. C'est un remboursement de créance.
- Cession à titre onéreux de contrat de capitalisation (vente, apport, dation en paiement etc.) : elle matérialise un gain (plus-value) ou une perte (moins-value) de cession. C'est une cession de créance. Une cession nécessite la présence d'un tiers acquéreur (personne physique ou morale) avec changement du souscripteur du contrat de capitalisation.

A noter : seules les cessions à titre onéreux génèrent ces moins-values. La transmission à titre gratuit (par donation ou succession) d'un contrat de capitalisation en perte ne génère pas de moins-values (et n'est pas une bonne opération puisque la perte ne pourra alors être utilisée ni par le donateur ou défunt ni par le donataire ou héritier), alors que sur un contrat en gains, il entraîne une "*purge*" fiscale des produits qu'il recèle.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#) § 225, voir [notre actualité](#).

En revanche l'inverse n'est pas vrai : les "*pertes*" constatées lors de rachats (total ou partiel) sur contrats d'assurance-vie ou de capitalisation ne s'imputent sur aucun produit ou gains de cession.

CAA Bordeaux 06 nov. 2008

CAA Lyon 25 janv. 2011

CE 20 mars 2013 [n°347881](#) et [n°347882](#), voir notre [actualit](#)

La compensation s'effectue sur les rachats d'assurance-vie ou de capitalisation avant application des abattements de 4 600 € ou 9 200 € sur les rachats et en priorité sur la fraction soumise à 7,5 % (lorsque le contrat de plus de 8 ans).

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#) § 460

Cette perte, potentiellement imputable, n'a pas d'incidence sur l'acompte de 12,8 % prélevée à la source en cas de rachat (puisque cet acompte s'applique sur l'assiette brute).

[BOI-RPPM-RCM-30-20-30](#) § 138

Cette perte, potentiellement imputable, n'a pas d'incidence sur le prélèvement à la source des prélèvements sociaux : l'exigibilité des prélèvements sociaux est autonome de la fiscalité appliquée aux produits concernés. Ainsi, l'imputation d'une perte sur un rachat neutralise uniquement l'impôt ; les prélèvements sociaux retenus à la source restent dus. Le fait que ces produits soient ou non imposables, soumis ou non à un prélèvement libératoire, n'aura qu'une incidence éventuelle sur la déductibilité partielle de la CSG.

3.3. Calcul de la durée de détention

Le mode de calcul de la durée de détention des contrats d'assurance-vie dépend de la date de souscription du contrat, c'est-à-dire avant ou après le 1^{er} janvier 1990.

3.3.1. Conséquences des différents modes de calculs de la durée de détention

Cette différence de calcul entraîne 2 principales conséquences :

- l'exonération accordée pour durée de détention est acquise au bout de 8 ans pour les contrats souscrits après le 1^{er} janvier 1990 et au bout de 6 ans pour les contrats souscrits avant le 1^{er} janvier 1990.
- les taux d'imposition au PFL sont différents selon la date de souscription du contrat, avant ou après le 1^{er} janvier 1990 (cf infra tableau récapitulatif des taux).

3.3.2. Contrat souscrit après le 1er janvier 1990

La durée de détention à prendre en compte est la durée effective du contrat c'est-à-dire la durée courue entre la date du premier versement et la date de dénouement ou de rachat partiel du contrat.

[Doc. adm. 5 I-1226](#), n° 108

3.3.3. Contrat souscrit avant le 1er janvier 1990

La durée de détention à prendre en compte est la durée moyenne pondérée du contrat. Afin de calculer cette durée, une formule complexe doit être appliquée.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 190

3.4. Taux d'imposition

La fiscalité des contrats d'assurance-vie diffère selon la date d'ouverture du contrat ainsi que la date de versement des primes.

Voir nos documents pratiques : [Fiscalité de l'assurance-vie](#) et [Fiscalité de l'assurance vie et du contrat de capitalisation en cas de rachat réalisé en 2018](#)

Selon les cas, le rachat peut être :

- exonéré d'impôt sur le revenu.
- ou taxé, de plein droit ou sur option, au barème progressif de l'impôt sur le revenu,
- ou taxé, sur option, au prélèvement fiscal libératoire (PFL) de 35 %, 15 % ou 7,5 % selon l'ancienneté du contrat (uniquement pour les produits afférents à des primes versées avant le 27 septembre 2017)
- ou taxé au prélèvement forfaitaire unique non libératoire (PFU) de 12,8 % ou 7,5 % selon la durée du contrat et selon que le total des primes versées est inférieur ou supérieur à 150 000 € (uniquement pour les produits afférents à des primes versées après le 27 septembre 2017)

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#)

Afin de déterminer les règles fiscales applicables, il convient de compartimenter dans les contrats, et dans chaque rachat, les produits en fonction des primes auxquelles ils se rapportent.

La [loi de finances pour 2018](#) (qui institue une date charnière au 27 septembre 2017) ne donne à ce titre aucune précision ni méthode particulière. A notre avis, les assureurs appliqueront une méthode similaire à celle déjà utilisée pour distinguer les produits attachés aux primes versées entre le 1er janvier 1983 et le 25 septembre 1997 ou entre le 26 septembre et le 31 décembre 1997 (méthode non reprise totalement au BOFiP ([BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 205)).

Remarque :

Dans des circonstances exceptionnelles, les juges ([CAA Lyon, du 13 déc. 2016, n°15LY03073](#)) ont admis que les produits encaissés au titre du dénouement de contrats d'assurance pouvaient constituer un revenu éligible au système du quotient en cas d'imposition au barème de l'IR.

En l'espèce le contribuable avait racheté la totalité de ses deux contrats, sur lesquels il n'avait jamais fait de rachat. Ainsi, de tels rachats ne pouvaient pas relever de la gestion courante (ils sont donc exceptionnels) dans la mesure où de nouveaux rachats n'auraient pas été possibles à l'avenir.

3.4.1. Produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017

3.4.1.1. Au moment du rachat (année N)

Le prélèvement non libératoire s'applique sur le montant brut des produits (sans déduction des frais et charges). Son taux est de :

- 12,8 % pour les contrats d'une durée inférieure à 8 ans (ou 6 ans pour les contrats souscrits avant 1990) ;
- ou 7,5 % pour les contrats d'une durée égale ou supérieure à 8 ans (ou 6 ans pour les contrats souscrits avant 1990) ;
- et aux prélèvements sociaux sur les produits n'ayant pas fait l'objet d'une retenue "au fil de l'eau".

Cet acompte n'est pas libératoire et ne vaut pas option pour le PFU.

Cette nouvelle fiscalité s'applique pour les rachats réalisés à compter du 1er janvier 2018. Les rachats réalisés jusqu'au 31 décembre 2017 restent soumis à l'ancien régime d'imposition (voir § 2.4.2. produits des primes versées avant le 27 septembre 2017).

Attention :

Le contribuable dont le revenu fiscal de référence (RFR) de N- 2 est inférieur à 25 000 € (célibataires, divorcés, veufs) ou 50 000 € (contribuables soumis à imposition commune) peuvent demander à être dispensés de prélèvement forfaitaire non libératoire.

La dispense doit être formulée au plus tard lors de l'encaissement des revenus.

CGI, art. 242 *quater*

3.4.1.2. Au moment de la déclaration et du paiement de l'impôt sur le revenu (année N+1)

Principe

Chaque année lors du dépôt de la déclaration d'impôt sur le revenu suivant le rachat, et au plus tard avant l'expiration de la date limite de déclaration, le contribuable doit choisir entre le PFU (de principe) et l'imposition au barème progressif de l'IR (sur option).

L'option pour le barème est expresse, irrévocable (mais peut être modifiée jusqu'à la date limite de dépôt des déclarations, (voire possibilité d'option pour l'IR dans le délais de réclamation d'après selon une réponse ministérielle du 25 fév. 2020, n°24560) et globale pour un même foyer fiscal et porte sur l'ensemble des revenus et gains entrant dans le champ d'application du PFU (dividendes, intérêts, plus-values mobilières, etc.)

CGI art. 200 A, 1-B

[BOI-RPPM-RCM-20-15](#) § 290 à 320

En cas d'option pour le barème de l'IR : le montant de l'impôt définitif est différent de l'acompte prélevé au moment du rachat. L'acompte s'impute alors sur le montant définitif d'impôt à payer, soit il est restitué pour le surplus soit un impôt complémentaire est dû lors de la réception de l'avis d'imposition.

Durée écoulée depuis la souscription du contrat	Produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017 (rachat effectué après le 1er janvier 2018)	
	Principe (de plein droit)	Sur option (*)
Moins de 4 ans	12,8 % (PFU)	Barème progressif (***)
Entre 4 et 8 ans		
Égale ou plus de 8 ans	Après abattement de 4 600 € ou 9 200 €	Barème progressif (***) après application de l'abattement de 4 600 € ou 9 200 €.

Durée écoulée depuis la souscription du contrat	Produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017 (rachat effectué après le 1er janvier 2018)	
	Principe (de plein droit)	Sur option (*)

- si primes nettes < 150 000 € :
7,5 %
- si primes nettes > 150 000 €
(**) : fraction à 7,5 % et
fraction à 12,8 %

(*) Attention : l'option est globale et irrévocable pour tous les revenus soumis de plein droit au PFU CGI, art. 200 A, 2.

Possibilité d'option pour le système du quotient [CAA Lyon, du 13 déc. 2016, n°15LY03073](#) (arrêt rendu en cas de rachat total mais semble s'appliquer également en cas de rachat partiel si ces rachats sont significatifs par leur montant et ne sont pas réalisés de manière régulière)

(**) Total des primes nettes versées par l'assuré sur l'ensemble de ses contrats d'assurance-vie et contrats de capitalisation (avant ou après le 27 septembre 2017)

(***) L'acompte retenu au moment du rachat, s'impute sur le montant définitif d'impôt à payer, soit il est restitué pour le surplus soit un impôt complémentaire est dû lors de la réception de l'avis d'imposition.

Remarque :

Pour les contrats souscrits avant le 1^{er} janvier 1990, l'exonération est acquise au bout de 6 ans (au lieu de 8 ans) selon un calcul de durée moyenne pondérée.

Précisions concernant le seuil de 150 000 € (contrat de plus de 8 ans)

Lorsque le contrat a plus de 8 ans, il convient de vérifier si les primes nettes versées sont inférieures ou supérieures à 150 000 € pour déterminer le taux du PFU (12,8 % ou 7,5 %)

Le seuil de 150 000 € est apprécié à partir du total des primes versées par le bénéficiaire (et non par le foyer fiscal) des produits, quelle qu'en soit la date (primes versées avant et après le 27 septembre 2017), sur l'ensemble des contrats d'assurance-vie et de capitalisation dont il est titulaire (en France et hors de France, y compris les pays ou territoires tiers à l'Union européenne ou à l'EEE et y compris les contrats NSK oU DSK non imposables) quelle que soit le régime fiscal applicable au revenus (PFU, PFL ou IR). Seules sont prises en considérations, les primes qui n'ont pas déjà fait l'objet d'un remboursement en capital au 31 décembre de l'année précédant le rachat.

Le seuil est apprécié au 31 décembre de l'année qui précède le rachat.

Compte tenu de la formulation choisie, l'appréciation des paramètres de calcul sera dissociée pour chaque membre du foyer fiscal, qui a la qualité de "titulaire" de ses propres contrats d'assurance-vie ou de capitalisation. En conséquence, il y aura un seul ratio par an et par personne.

[BOI-RPPM-RCM-20-15](#) § 160 à 170

Remarque :

En cas de démembrement, les primes versées sont prises en compte pour la détermination du seuil de l'usufruitier.

En cas de co-souscription entre époux ou partenaires de PACS (et uniquement dans ce cas), par tolérance, le BOFIP permet de retenir la moitié des primes versées pour apprécier le seuil de chacun des époux ou partenaires de PACS (le total des primes est divisé en 2 : il n'est pas tenu compte de montant réellement versé par chaque souscripteur).

Exemple : Chaque souscripteur verse 100 000 €, soit 200 000 € de versement au total. Pour le souscripteur 1,

on retient 100 000 € de primes versées et pour le souscripteur 2, on retient 100 000 € de primes versées.
Exemple : Le souscripteur 1 verse 50 000 €, le souscripteur 2 verse 150 000 € soit 200 000 € de versement au total. Pour le souscripteur 1, on retient 100 000 € de primes versées et pour le souscripteur 2, on retient 100 000 € de primes versées.

[BOI-RPPM-RCM-20-15](#) § 170

En cas de co-souscription entre personnes ni mariées ni pacsées (2 titulaires) : le contrat comporte deux "titulaires", il convient de prendre en compte totalité des primes versées pour apprécier le seuil de chacun des titulaires.

Exemple : Chaque souscripteur verse 100 000 €, soit 200 000 € de versement au total. Pour le souscripteur 1, on retient 200 000 € de primes versées et pour le souscripteur 2, on retient 200 000 € de primes versées.

En cas de souscription par une société (contrat de capitalisation) : A notre sens, le terme "titulaire" doit s'entendre au sens de la personne titrée. En présence d'une société patrimoniale non soumise à l'IS, le seuil de 150 000 € doit ainsi être apprécié au niveau de la société lorsque des retraits sont opérés sur des contrats de capitalisation dont elle est titulaire. A l'inverse, une personne effectuant des retraits sur son contrat d'assurance-vie ou de capitalisation ne doit pas tenir compte des primes versées sur les contrats détenus par une société dont il est associé.

Lorsque le total de primes nettes versées est inférieur à 150 000 €, les produits du rachat afférents aux primes versées depuis le 27 septembre 2017 sont taxés à 7,5 % (en cas d'application du PFU).

Lorsque le total de primes nettes versées est supérieur à 150 000 €, les produits du rachat afférents aux primes versées depuis le 27 septembre 2017 sont taxés pour partie au taux de 7,5 % et pour partie au taux de 12,8 % (en cas d'application du PFU). La fraction des produits qui n'est pas éligible au taux de 7,5 % est imposable au taux de 12,8 %.

[BOI-RPPM-RCM-20-15](#) § 180 à 240

La fraction des produits imposable au taux de 7,5 % est déterminée par application de la formule suivante (CGI, art. 200 A, 1-B, 2° b) :

$$\text{Produits imposables au taux de 7,5 \%} = \frac{\text{Part, dans le rachat, des produits issus des primes versées après le 27 septembre 2017} \times (150\,000\ \text{\text{€}} - \text{Primes nettes versées avant le 27/09/2017})}{\text{Primes nettes versées après le 27/09/2017}}$$

Primes nettes = Primes versées par le bénéficiaire des produits sur l'ensemble des bons ou contrats de capitalisation ou placements de même nature (ex. contrats d'assurance-vie) dont il est titulaire, n'ayant pas fait l'objet d'un remboursement en capital.

Exemple :

Un contribuable décide de racheter en 2018 son contrat d'assurance vie souscrit en 2008, sur lequel il avait versé 100 000 € à l'origine, puis 180 000 € le 30 septembre 2017. Il a perçu 4 000 € de produits correspondants à ce seul dernier versement. La fraction des produits issue du versement postérieur au 27 septembre 2017 relevant du taux dérogatoire de 7,5 % est égale à :
 $4\,000\ \text{\text{€}} \times [(150\,000\ \text{\text{€}} - 100\,000\ \text{\text{€}}) / 180\,000\ \text{\text{€}}]$, soit 1 111 €.

- Si primes nettes versées quelle que soit la date < à 150 000 € Le ratio est sans objet (>100 %) : tous les intérêts des nouveaux versements sont au PFU au taux de 7,5 %
- Si primes nettes versées avant le 27 septembre 2017 sont > à 150 000 € Le ratio est négatif : tous les intérêts des nouveaux versements sont au PFU au taux de 12,8 %

Si primes nettes versées avant le 27 septembre 2017 sont < à 150 000 € Le ratio est positif : les intérêts des primes versées après le 27 septembre 2017 sont soumis en partie au PFU à 7,5 % et en partie au PFU à 12,8 %

3.4.1.3. Opportunité d'opter pour l'imposition au barème progressif de l'IR

Pour choisir entre le PFU est le barème progressif de l'IR, il convient de comparer le taux du PFU (12,8 % ou 7,5 %) et la tranche marginale d'imposition du contribuable étant précisé que l'option est globale pour un même foyer fiscal et porte sur l'ensemble des revenus et gains entrant dans le champ d'application du PFU (dividendes, intérêts, plus-values mobilières, etc.)

On notera par ailleurs, qu'en cas d'option pour le PFU, la part de CSG n'est pas déductible.

Le choix n'a cependant aucune incidence sur le montant du RFR.

Avis Fidroït :

Du simple point de vue du taux, l'option pour le PFU paraît l'option la plus avantageuse pour tous les contribuables dont la TMI est de 30 % ou est supérieure à 30 %. Toutefois, il faut nuancer ce postulat pour les contribuables situés dans le bas de la tranche à 30 % pour lesquels le taux d'imposition réel des revenus est inférieur à 30 % et qui peuvent, par ailleurs, bénéficier de la décote. Par ailleurs, l'option pour le barème de l'IR permet en effet de bénéficier :

- de l'abattement de 40 % pour les dividendes,
- des frais et charges déductibles (intérêts et dividendes),
- des abattements pour durée de détention applicables aux plus-values de cession de titres acquis avant 2018 (notez que, au contraire, l'abattement fixe de 500 000 € est applicable quelle que soit l'option fiscale choisie : PFU ou option globale pour le barème progressif de l'IR).
- de la déduction de la CSG à hauteur de 6,8 points,
- de réduire l'imposition grâce à des déductions (PERP, PER, monuments historiques, etc.) réductions et crédits d'impôt.

Voir : [Comparatif PFU et option globale pour le barème progressif](#)

3.4.2. Produits des primes versées avant le 27 septembre 2017

3.4.2.1. Au moment du rachat (année N)

Au moment du rachat, le contribuable peut :

- ne pas opter pour le PFL
Aucune retenue d'impôt n'est opérée. Seuls les prélèvements sociaux sont retenus par l'établissement payeur sur les produits pour lesquels les prélèvements sociaux n'ont pas fait l'objet d'une taxation annuelle au fil de l'eau (c'est-à-dire sur les produits issus des unités de compte, sur toute la période du contrat, et sur les produits issus des fonds euros, du 1er janvier de l'année du rachat au jour du rachat),
- ou opter pour une imposition au PFL de 35 %, 15 % ou 7,5 % (selon la durée du contrat) avant application des abattements de 4 600 € ou 9 200 € (lorsque le contrat a plus de 8 ans) : l'établissement payeur retient à la source le PFL ainsi que les prélèvements sociaux (sur les produits pour lesquels les prélèvements sociaux n'ont pas fait l'objet d'une taxation annuelle au fil de l'eau : c'est-à-dire sur les produits issus des unités de compte, sur toute la période du contrat, et sur les produits issus des fonds euros, du 1er janvier de l'année du rachat au jour du rachat).

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#)

L'option pour le PFL doit être exercée au plus tard lors de l'encaissement des revenus et devient irrévocable à partir de la date de leur paiement.

CGI. annexe III. art. 41 duodécies E

CGI art. 125-0 A

[CE 24 octobre 2014 n°366962](#)

[RM LE BORGN', JOAN 27 janvier 2015 n°59415](#)

[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](#)

Remarque

Contrairement à l'option globale annuelle pour le barème progressif du nouveau dispositif (produits des primes versées à partir du 27 septembre 2017), l'option pour le PFL s'effectue rachat par rachat et n'intègre pas l'option globale.

Ainsi, un contribuable peut, pour une même année (et pour un même rachat) opter pour le PFL (pour les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017) et opter pour l'imposition globale au barème de l'IR ou être taxé au PFU (pour les produits des primes versées après le 27 septembre 2017).

L'option peut être partielle, par exemple, pour la seule fraction des produits qui excèdent 4 600 € ou 9 200 €. [BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20 § 210](#)

3.4.2.2. Au moment de la déclaration et du paiement de l'impôt sur le revenu (année N+1)

Si le contribuable a opté pour le PFL (35 %, 15 % ou 7,5 %), aucun impôt n'est dû et le contribuable bénéficie d'un crédit d'impôt si le contrat a plus de 8 ans (montant maximal de 9 200 € x 7,5 %, soit 690 €).

CGI, art. 125-0 A, I-1°

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 330

Si le contribuable n'a pas opté pour le PFL, les produits sont taxés au barème progressif de l'IR (et non au PFU puisqu'ils sont afférents à des primes versées avant le 27 septembre 2017) après application de l'abattement de 4 600 € ou 9 200 €.

CGI art. 158

CGI, art. 200 A, 1-A

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50 § 75](#)

Durée écoulée depuis la souscription du contrat	Produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 (rachat effectué avant ou après le 1er janvier 2018)	
	Principe (de plein droit)	Sur option
Moins de 4 ans	Barème progressif (*)	PFL à 35 %
Entre 4 et 8 ans	Barème progressif (*)	PFL à 15 %
	Primes versées <u>après</u> le 25 septembre 1997 : Barème progressif après abattement de 4 600 € ou 9 200 €	PFL à 7,5 % après abattement de 4 600 € ou 9 200 €
8 ans ou plus	Primes versées <u>avant</u> le 25 septembre 1997 : Exonération	

(*) Possibilité d'option pour le système du quotient [CAA Lyon, du 13 déc. 2016, n°15LY03073](#) (arrêt rendu en cas de rachat total mais semble s'appliquer également en cas de rachat partiel si ces rachats sont significatifs par leur montant et ne sont pas réalisés de manière régulière)

Remarque :

Pour les contrats souscrits avant le 1^{er} janvier 1990, l'exonération est acquise au bout de 6 ans (au lieu de 8 ans) selon un calcul de durée moyenne pondérée.

3.4.2.3. Opportunité d'opter pour le PFL

Pour choisir entre le PFL est le barème progressif de l'IR, il convient de comparer le taux du PFL (35 %, 15 % ou 7,5 %) et la tranche marginale d'imposition du contribuable.

On notera par ailleurs, qu'en cas d'option pour le PFL :

- la part de CSG n'est pas déductible,
- le montant du RFR est potentiellement plus élevé (en cas d'option pour le PFL, l'abattement n'est pas pris en compte : le RFR est donc déterminé avant déduction de l'abattement),
- les revenus soumis au PFL ne sont pas pris en compte dans ceux considérés pour le calcul du plafonnement global des niches fiscales.

Remarque :

Le PFL est obligatoire pour les souscripteur non résidents, en revanche il n'est pas accessible pour les rachats réalisés, par des résident français, sur les contrat souscrits auprès d'une compagnie d'assurance établie en dehors de l'EEE.

3.4.3. Exemples

3.4.3.1. Primes versées uniquement avant le 27 septembre 2017

Patrick a souscrit un contrat d'assurance vie en 2008 et sur lequel il n'a versé que des primes antérieurement au 27 septembre 2017. Il est marié et bénéficie donc d'un abattement annuel de 9 200 €.

Hypothèse 1

Le 2 janvier 2019, il effectue un rachat sur son contrat et il perçoit 3 800 € de produits imposables pour lesquels il opte pour le prélèvement forfaitaire libératoire au taux de 7,5 %. Puis, le 30 juin 2019, il effectue un nouveau rachat sur ce contrat et il perçoit 7 600 € de produits imposables pour lesquels il n'exerce pas l'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire. Au total, au titre de l'année 2019, Patrick perçoit 11 400 € de produits imposables.

Si Patrick n'avait pas opté pour le prélèvement libératoire, il aurait bénéficié pour l'ensemble de ses produits imposables de l'abattement de 9 200 €. Il aurait donc été imposé sur $(3\,800 + 7\,600) - 9\,200 = 2\,200$ € et non sur 3 800 €. Dans ce cas, l'administration fiscale aurait régularisé la situation en accordant un crédit d'impôt égal à 7,5 % de 1 600 € ($3\,800 € - 2\,200 €$) soit 120 €.

Hypothèse 2

Si Patrick a opté pour le PFL sur l'ensemble des produits perçus (11 400 €), il aurait bénéficié d'un crédit d'impôt égal à 7,5 % de 9 200 €, soit 690 €.

Hypothèse 3

En l'absence d'option pour le PFL, les produits déclarés (11 400 €) auraient été taxés au barème progressif à hauteur de 2 200 € ($11\,400 € - 9\,200 €$).

3.4.3.2. Primes versées avant et après le 27 septembre 2017

Michel (également marié) a souscrit un contrat d'assurance vie en 2009 et opère un rachat total en 2019. Il perçoit à ce titre 10 000 € de produits dont :

- 4 000 € sont attachés à des primes versées jusqu'au 26 septembre 2017,
- 6 000 € sont attachés à des primes versées à partir du 27 septembre 2017.

Période 1 (lors de l'encaissement des produits en 2019)

Michel opte pour le PFL au taux de 7,5 % pour la fraction des produits attachés à des primes versées jusqu'au 26 septembre 2017. Le montant du PFL est égal à 300 €. L'autre part des produits (6 000 €) est soumise à un prélèvement à la source au taux de 7,5 %, soit un montant de 450 €.

Période 2 (lors de la déclaration des revenus en 2020)

Il bénéficie d'un abattement de 9 200 € imputable de la manière suivante :

- la fraction des produits attachés à des primes versées jusqu'au 26 septembre 2017 bénéficie d'un abattement de 4 000 € et ouvre droit à un crédit d'impôt de 300 € ($4\,000 \times 7,5\%$).
- la fraction des produits attachés à des primes versées à partir du 27 septembre 2017 (6 000 €) ouvre droit au bénéfice de l'abattement dans la limite de son montant non imputé ($9\,200 - 4\,000$ soit 5 200 €). Par hypothèse, 2/3 des produits sont imposables au taux de 7,5 % et 1/3 au taux de 12,8 %.

Le reliquat d'abattement de 5 200 € est imputable en priorité sur les produits imposables au taux de 7,5 %.

- produits imposables au taux de 7,5 % (avant abattement) : 4 200 ($2/3 \times 6\,000$), soit un montant imposable, après abattement de 0 €,
- produits imposables au taux de 12,8 % (avant abattement) : 2 000 ($1/3 \times 6\,000$), soit un montant imposable, après application du solde d'abattement (1 200 €), de 800 € ($2\,000 - 1\,200$). Le montant de l'impôt sur le revenu s'élève donc à $800 \times 12,8\% = 102$ €.

Michel bénéficiera d'un crédit d'impôt de 300 € au titre de l'abattement opéré sur le montant des produits qui ont supporté le PFL et d'un trop versé de prélèvement à la source de 348 € ($450 - 102$) imputables sur l'impôt sur le revenu dû.

3.5. Abattement de 4 600 ou 9 200 €

3.5.1. Principe

Lorsque le contrat est d'une durée égale ou supérieure à 8 ans (ou 6 ans pour les contrats souscrits avant le 1er janvier 1990), un abattement s'applique :

- 4 600 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés
- 9 200 € pour les couples mariés ou pacsés soumis à l'imposition commune.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50 § 300 et 310](#)

L'abattement est annuel et s'applique par foyer fiscal.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 260 et 270

Remarque :

L'enfant rattaché au foyer fiscal de ses parents qui fait un rachat bénéficie de l'abattement de 4 600 € pour les contribuables célibataires.

Si ses parents (mariés ou pacsés) souhaitent faire un rachat la même année, ils ne bénéficieront que de l'abattement restant : 4 600 € (soit $9\,200 - 4\,600$).

Cet abattement s'applique une fois par an (s'il n'est pas utilisé au titre d'une année, il ne peut pas être reporté) et est réservé aux résidents fiscaux français au jour du rachat. L'abattement s'applique sur l'assiette taxable c'est-à-dire sur le montant des intérêts contenus dans le rachat, après imputations, le cas échéant, des pertes

subies lors de la cession de bons ou contrats.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#) § 460

Remarque :

L'abattement s'applique peu important le mode d'imposition choisi par le contribuable cependant le mode d'imposition peut avoir une incidence sur le RFR (revenu fiscal de référence).

- PFU ou barème de l'IR : le montant de l'abattement vient diminuer le RFR
- PFL : l'abattement n'est pas pris en compte : le RFR est donc déterminé avant déduction de l'abattement (la raison ; l'option pour le PFL ouvre droit à un crédit d'impôt)

Voir nos questions / réponses :

- [Quels sont les impacts du revenu fiscal de référence \(RFR\) ?](#)
- [Comment optimiser le revenu fiscal de référence \(RFR\) ?](#)
- [Quels sont les placements à privilégier pour un bénéficiaire de l'AAH ?](#)

Remarque :

La loi PACTE a mis en place une nouvelle exonération d'impôt sur le revenu supplémentaire de 4 600 € (9 200 € pour un couple) en cas de rachat effectué sur un contrat d'assurance vie de plus de 8 ans dans le but d'alimenter un plan d'épargne retraite "PACTE" (pour les opérations réalisées le 31 décembre 2022 au plus tard).

Pour plus de détails, voir [Assurance-vie : Caractéristiques juridiques générales](#) section 11.10 "Transfert d'un contrat d'assurance-vie vers un plan d'épargne retraite PER (depuis le 24 mai 2019)"

Cas particulier - En cas d'option pour le PFL (produits des primes versées avant le 27 septembre 2017)

En principe, l'impôt est prélevé après application de l'abattement de 4 600 € ou 9 200 € sauf lorsque le PFL s'applique.

En effet, lorsque le contribuable décide d'opter pour le PFL, l'établissement payeur prélève le PFL de 7,5 % mais n'applique pas l'abattement de 4 600 € ou 9 200 € puisqu'il n'a pas connaissance du montant total des rachats effectués par le contribuable sur l'ensemble de ses contrats au cours de l'année.

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 330 (§ 360 pour un exemple de calcul).

Pour permettre l'application de l'abattement, les contribuables font apparaître le montant brut des produits taxés au sein de l'ensemble de leurs rachats sur leur déclaration de revenus et joignent à cette déclaration un double de l'imprimé fiscal unique (IFU) servi par les établissements payeurs (CGI. art. 242 ter, 1)

Le montant de l'abattement est restitué au contribuable sous forme de crédit d'impôt (montant maximal de 9 200 € x 7,5 %, soit 690 €) lors de la réception de l'avis d'imposition (en année N+1). Ce crédit d'impôt s'impute sur l'IR dû ou est restitué si le montant de l'impôt dû est inférieur au montant du crédit d'impôt.

Cas particulier - Changement de situation familiale pendant l'année

En cas de mariage, conclusion d'un PACS, divorce, rupture du PACS, décès, l'abattement retenu est celui correspondant à la situation choisie par le contribuable au cours de la période d'imposition.

En cas de mariage ou conclusion d'un PACS, une déclaration commune doit, en principe, être souscrite par les époux ou partenaires pour l'année entière de l'évènement. L'abattement sera de 9 200 €.

En cas de divorce, séparation ou rupture d'un PACS, chacun des ex-époux ou ex-partenaires doit souscrire une seule déclaration. L'abattement sera de 4 600 €

En cas de décès, le conjoint ou le partenaire survivant doit effectuer 2 déclarations c'est-à-dire une déclaration commune pour les revenus perçus entre le 1er janvier et la date du décès (abattement de 9 200 €) et une autre déclaration, celle-ci personnelle au survivant, pour les revenus perçus entre la date du décès et le 31 décembre (abattement de 4 600 €).

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 320

3.5.2. Ordre d'imputation de l'application de l'abattement

Lorsque le contrat a plus de 8 ans, des modalités impératives d'imputation de l'abattement de 4 600 € ou 9 200 € sont intégrées à l'article 125-0 A, I-1° du CGI. L'abattement s'impute par priorité :

- sur les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 soumis à l'IR (pas d'option pour le PFL)
- puis sur les produits des primes versées avant le 27 septembre soumis au PFL (option pour le PFL);
- puis sur les produits des primes versées après le 27 septembre 2017 (option pour le barème progressif);
- Et, lorsque l'option globale pour l'imposition au barème progressif n'a pas été effectuée (taxation au PFU) :
 - sur les produits des primes versées à compter du 27 septembre 2017 imposable au taux de 7,5 % ;
 - puis sur les produits des primes versées à compter du 27 septembre 2017 imposable au taux de 12,8 %.

3.6. Sortie en rente viagère

Les produits capitalisés jusqu'à la date de sortie des contrats dénoués par le versement d'une rente viagère sont exonérés d'impôt sur le revenu à condition que la rente viagère ait été prévue dès l'origine. Ainsi, une sortie en capital suivie d'une conversion en rente viagère ne permet pas de bénéficier de l'exonération d'impôt sur le revenu.

[BOI-RPPM-RCM-10-10-80](#), § 90

En revanche, les arrérages de rentes viagères versés sont partiellement imposables au barème progressif de l'IR (il n'est pas possible d'opter pour le PFL ou le PFU) ainsi qu'aux prélèvements sociaux. CGI. art. 158-6

La part des arrérages taxable dépend de l'âge du rentier lors de l'entrée en jouissance de la rente.

Si le rentier est âgé de ... Fraction imposable de la rente

... moins de 50 ans	70 %
... 50 à 59 ans	50 %
... 60 à 69 ans	40 %
.. plus de 69 ans	30 %

Lorsque la rente viagère est constituée au profit de deux conjoints et réversible au conjoint survivant, l'âge à prendre en considération est :

- pendant la durée du mariage : l'âge du plus âgé des époux lors de l'entrée en jouissance de la rente,
- à partir du décès : l'âge du plus âgé des époux lors de l'entrée en jouissance de la rente ou l'âge du survivant des époux à la date du décès si cette solution est plus favorable.

4. Imposition - Impôt sur le revenu (cas particuliers)

4.1. Contrats souscrits avant le 1er janvier 1998

Au sein de cette catégorie, il faut distinguer encore 3 types de contrats :

- Contrats souscrits avant le 1^{er} janvier 1983
- Contrats souscrits entre le 1^{er} janvier 1983 et le 25 septembre 1997
- Contrats souscrits entre le 26 septembre 1997 et le 31 décembre 1997

4.1.1. Contrats souscrits avant le 1er janvier 1983

Ces contrats sont composés de 3 compartiments :

- Le 1^{er} compartiment contient les produits issus des primes versées avant le 10 octobre 2019: ces produits sont exonérés d'impôt sur le revenu (mais soumis aux prélèvements sociaux).
- Le 2^{ème} compartiment contient les produits issus des primes versées après le 10 octobre 2019 mais sur lesquels un rachat ou dénouement a été réalisé avant le 1er janvier 2020 : ces produits bénéficient d'un régime transitoire et sont exonérés d'impôt sur le revenu (mais soumis aux prélèvements sociaux).
- Le 3^{ème} compartiment contient les produits issus des primes versées après le 10 octobre 2019 et sur lesquels un rachat a été réalisé après le 1er janvier 2020 : ces produits sont soumis au régime fiscal classique de l'assurance-vie de plus de 8 ans :
 - au PLF de 7,5 % après application des abattements de 4 600 et 9 200 €, ou de 12,8 % selon le montant des primes versées- sauf en cas d'option globale pour le barème progressif, après imputation de l'abattement annuel et du prélèvement forfaitaire obligatoire de 7,5 % opéré à la source l'année précédente ;
 - et aux prélèvements sociaux.

[Loi de finances pour 2020 du 28 décembre 2019, n°2019-1479](#), art. 9
[CGI art. 125-0 A](#)

4.1.2. Contrats souscrits entre le 1er janvier 1983 et le 25 septembre 1997

Ces contrats sont composés de 2 compartiments :

- Le 1^{er} compartiment contient les primes versées avant le 26 septembre 1997 et les produits rattachés à ces versements.
Les primes et les produits capitalisés afférents à ces primes bénéficient d'une exonération d'impôt sur le revenu.
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 190

À noter :

Sont assimilés à des primes versées avant le 26 septembre 1997 et bénéficient de la même exonération :

- les primes versées sur des contrats à primes périodiques, à condition qu'elles n'excèdent pas celles prévues au contrat initial
- les versements programmés effectués du 26 septembre 1997 au 31 décembre 1997 en exécution d'un engagement antérieur au 26 septembre 1997 et prévoyant la périodicité et le montant des versements
- les primes exceptionnelles versées du 23 septembre 1997 au 31 décembre 1997 dans la limite de 200 000 F par souscripteur (soit 30 500 €).
- Le 2^{ème} compartiment contient les primes versées entre le 26 septembre 1997 et le 1^{er} janvier 1998 lorsqu'elles sont supérieures à 30 500 €, les produits attachés à ces primes, les primes versées après le 1^{er} janvier 1998 et les produits attachés à ces primes.

Les primes et produits capitalisés afférents à ces primes sont soumis à l'impôt sur le revenu quelle que soit la durée du contrat. Les produits des primes versées du 26 septembre 1997 au 26 septembre 2017 sont imposables au prélèvement forfaitaire libératoire (taux variable selon la durée du contrat) avec pour les contrats de plus de

8 ans, un abattement annuel de 4 600 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés (ou de 9 200 € pour les couples, contribuables mariés ou pacsés soumis à une imposition commune), l'abattement étant restitué sous forme de crédit d'impôt.

Les produits des primes versées à partir du 27 septembre 2017 sont soumis (sauf pour les contrats conclus avant 1983, cf ci-dessous) au régime de droit commun des primes versées à compter de cette date (prélèvement à la source puis PFU ou sur option barème progressif de l'IR).

- Toutefois, bénéficiant d'une exonération :
 - les produits des contrats à primes périodiques,
 - les produits des versements effectués entre le 26 septembre 1997 et le 31 décembre 1997 dans la limite de 30 500 € par souscripteur,
 - pour les contrats souscrits entre le 26 septembre 1997 et le 31 décembre 1997, les produits acquis ou constatés entre la date de souscription et le 31 décembre 1997.

En cas de rachat partiel, il faut déterminer l'assiette taxable au prorata des produits attachés à chacun des 2 compartiments.

(méthode non reprise totalement au BOFiP ([BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 205)).

Les formules sont les suivantes :

$$\underline{PI} = \underline{MR} - [(\underline{MP} \times \underline{MR}) / \underline{VR}]$$

$$\underline{PII} = (\underline{PI} \times \underline{MI2}) / \underline{MI}$$

PI = Part d'Intérêts = Intérêts compris dans le rachat partiel

PII = Part d'intérêts imposables = Intérêts imposables compris dans le rachat partiel

MI2 = Montant des intérêts compris dans le 2nd compartiment

MI = Montant total des intérêts

MR = Montant total du rachat

MP = Montant total des primes brutes versées à la date du rachat

VR = Valeur de rachat total du contrat à la date du rachat

Exemple :

Une prime d'un montant de 20 000 € est versée le jour même de l'ouverture d'un contrat le 2 janvier 1993.

Le 2 janvier 1998, le souscripteur du contrat verse une prime d'un montant de 80 000 €.

Le 2 mai 2007, l'épargnant effectue un rachat partiel de 50 000 €.

La valeur de rachat totale du contrat à la date du rachat partiel est de 150 000 €.

Les produits capitalisés afférents au :

- premier versement s'élèvent à 30 000 € - 20 000 €, soit 10 000 €,
- second versement s'élèvent à 120 000 € - 80 000 €, soit 40 000 €.

A la date du rachat, la somme des produits capitalisés s'élève donc à 50 000 €.

	1er compartiment : primes versées avant le 26/09/97 (et versements assimilés) et produits afférents	2ème compartiment : primes versées à compter du 26/09/97 et produits afférents	Totaux
Primes versées	20 000 €	80 000 €	100 000 €
Produits capitalisés	10 000 €	40 000 €	50 000 €
Provision mathématique	30 000 €	120 000 €	150 000 €

Les produits imposables sont déterminés de la manière suivante :

- Produit attaché au rachat (P1) :

$$P1 = 50\,000\text{ €} - (100\,000\text{ €} \times 50\,000\text{ €} / 150\,000\text{ €}) = 50\,000\text{ €} - 33\,333,33\text{ €} = 16\,666,66\text{ €}$$
- Produit imposable (P2) :

$$P2 = 16\,666,66\text{ €} \times 40\,000\text{ €} / 50\,000\text{ €} = 13\,333,28\text{ €}$$

Le montant du produit imposable s'élève donc à 13 333,28 €.

Cette division du contrat en compartiments rend difficile la détermination de la part imposable pour les contrats en unités de compte, en raison notamment des arbitrages possibles. Les compagnies d'assurances peuvent alors utiliser une autre méthode dite "globale simplificatrice" reposant sur le calcul d'un coefficient déterminant la part imposable du contrat en fonction des versements effectués avant et depuis le 26 septembre 1997.

Le pourcentage taxable est égal au rapport entre :

- la valeur de rachat de la part imposable du contrat avant tout nouveau versement (depuis le 26 septembre 1997), augmentée du nouveau versement,
- la valeur de rachat totale du contrat après le nouveau versement.

Exemple :

[Application de la méthode dite "globale simplificatrice" pour un rachat](#)

Lettre de la direction de la législation fiscale du 16 juin 1999

[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), § 180

4.1.3. Contrat souscrit entre le 26 septembre 1997 et le 31 décembre 1997

Ces contrats sont également composés de 2 compartiments :

- Le 1^{er} compartiment comprend les primes versées entre la date de souscription et le 31 décembre 1997 et les produits de ces primes dans la limite de 30 500 €.
 Les primes et les produits capitalisés afférents à ces primes bénéficient d'une exonération d'impôt sur le revenu.
- Le 2nd compartiment comprend tous les revenus acquis ou constatés à compter du 1er janvier 1998.
 Les primes et produits capitalisés afférents à ces primes sont soumis à l'impôt sur le revenu quelle que soit la durée du bon ou contrat.

[Inst. adm. 22 juin 1998, BOI 5 I 6-98](#) § n° 6.

4.2. Contrats souscrits entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1989

En matière de fiscalité des rachats des contrats d'assurance vie, il faut tenir compte, pour déterminer s'il doit y avoir taxation et le taux applicable en cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire, de l'ancienneté du contrat à la date du rachat (total ou partiel). Elle correspond, dans la majorité des cas, à la durée effective du contrat entre la date de souscription et la date de rachat.

Pour les contrats souscrits entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1989, il existe une exception. En effet, pour ces contrats, la détermination de la durée à considérer fiscalement pour décider de leur taxation éventuelle s'opère par référence à leur durée moyenne pondérée, qui tient compte à la fois du montant des versements et de la durée d'investissement.

Cette méthode de calcul a pour objectif d'éviter qu'un contrat, souscrit à l'origine avec des primes faibles, fasse l'objet, plusieurs années plus tard, de primes élevées dans le but essentiel de bénéficier d'une exonération fiscale ou de l'application d'un taux de prélèvement réduit sur les produits.

Dans la pratique, des contrats souscrits avant le 1er janvier 1990 peuvent donc aujourd'hui être considérés fiscalement comme âgés de moins de 2, 4 ou 6 ans, et soumis à imposition.

[CGI](#), art. 125-0 A

[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](#)

4.2.1. Fiscalité des rachats

En cas de rachat sur un contrat souscrit entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1989, les produits acquis sont soumis :

- soit au barème progressif de l'impôt sur le revenu ;
- soit, sur option, au prélèvement forfaitaire libératoire à un taux de :
 - 45 % en cas de perception des produits avant le 2ème anniversaire du contrat ;
 - 25 % en cas de perception entre 2 et 4 ans ;
 - 15 % en cas de perception 4 et 6 ans.

La durée à prendre en compte, pour ces contrats, est leur durée moyenne pondérée, qui peut être différente de leur durée effective.

Lorsque la durée moyenne pondérée est supérieure ou égale à 6 ans, les produits acquis ne sont pas soumis à fiscalité, sauf pour les intérêts des primes versées depuis le 26 septembre 1997 qui sont soumis au taux de 7,5 % après application d'un abattement annuel.

4.2.2. Formule

Pour calculer la durée moyenne pondérée d'un contrat souscrit entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1989, il faut appliquer la formule suivante :

$$2m/m+n \times (V1 \times m1) + (V2 \times m2) + (V3 \times m3) \dots / \Sigma V$$

où :

m : nombre de mois écoulés entre le versement de la 1ère prime et le dénouement du contrat (durée effective).

n : nombre de mois écoulés entre le versement de la dernière prime et le dénouement du contrat.

V1, V2,... : montant du versement de la 1ère prime, 2ème prime...

m1, m2,... : nombre de mois pendant lesquels a été placée la 1ère prime, la 2ème prime...

ΣV : total des primes versées.

Remarque :

Lorsque la durée moyenne pondérée calculée selon la formule est supérieure à la durée effective du contrat, seule la durée effective doit être retenue.

Exemple :

1ère hypothèse

Patrick souscrit le 1er janvier 1989 un contrat d'assurance vie pour une durée de 19 ans sur lequel il effectue un premier versement de 10 000 €. Le 1er janvier 2007, il verse une seconde prime pour un montant de 30 000 €. Lors de la clôture de son contrat, le 1er janvier 2008, il a opté pour le prélèvement forfaitaire libératoire.

Les paramètres de calcul de la durée moyenne pondérée sont alors les suivants :

- m : 228 mois (19 ans),
- n : 12 mois,
- V1 : 10 000 €,
- V2 : 30 000 €,
- m1 : 228 mois (19 ans),
- m2 : 12 mois,
- ΣV : 40 000 € (10 000 + 30 000).

soit :

$$2 \times 228 / (228 + 12) \times (10\,000 \times 228) + (30\,000 \times 12) / 40\,000$$

Sur ce contrat souscrit 19 ans plus tôt, la durée moyenne pondérée, autrement dit l'ancienneté fiscale à considérer, s'établit à 125 mois, soit 10,4 ans.

Les produits acquis sont donc exonérés d'impôt (sauf pour ceux générés par la prime versée le 1er janvier 2007, soumis au taux de 7,5% après application d'un abattement annuel).

2ème hypothèse

Le 1er janvier 2007, au lieu de 30 000 € (1ère hypothèse), c'est un versement de 100 000 € qu'effectue Patrick.

Les paramètres de calcul sont donc identiques, sauf pour 2 valeurs :

- V2 : 100 000 €
- ΣV : 110 000 € (10 000 + 100 000)

soit :

$$2 \times 228 / (228 + 12) \times (10\,000 \times 228) + (100\,000 \times 12) / 110\,000$$

Dans cette seconde hypothèse, la durée moyenne pondérée du contrat s'établissant à 60 mois, soit 5 ans, tous les produits acquis depuis le 1er janvier 1989 sur ce contrat sont imposables, au taux de 15 % (tranche de 4 à 6 ans).

4.3. Contrats "DSK" et "NSK"

Remarque liminaire :

Depuis le 1er janvier 2005, il n'est plus possible de souscrire un contrat dit "DSK". Celui-ci est remplacé par un nouveau contrat, le contrat dit "NSK". Les contrats DSK souscrits continuent à fonctionner selon le régime juridique et fiscal prévu à l'origine.

Pour ces deux types de contrats, les produits capitalisés sont exonérés d'impôt sur le revenu en cas de rachat après 8 ans de détention.

Si le rachat intervient moins de 8 ans après la souscription alors les produits capitalisés sont imposable à l'impôt sur le revenu dans les conditions de droit commun.

Voir [Assurance-vie : Caractéristiques juridiques générales](#)

4.4. PEP Assurance

Remarque liminaire :

Depuis le 25 septembre 2003, il n'est plus possible d'ouvrir un PEP. Cependant, la transformation d'un PEP bancaire existant en PEP assurance (et vice-versa) est possible. Le transfert d'un PEP assurance d'une compagnie d'assurance à une autre est également possible.

Si le rachat intervient plus de 8 ans après la souscription (sous forme de capital ou de rente), les produits capitalisés sur un PEP assurance sont exonérés d'impôt sur le revenu en cas de rachat effectué plus de 8 ans après la souscription (mais les produits restent taxables aux prélèvements sociaux selon la fraction qui aurait été taxable à l'impôt sur le revenu sans cette exonération d'IR).

Si le rachat intervient moins de 8 ans après la souscription alors les produits capitalisés sur un PEP assurance sont imposable à l'impôt sur le revenu dans les conditions de droit commun.

Un transfert permet de conserver l'antériorité fiscale du PEP et ainsi d'optimiser la fiscalité en cas de rachat.

Attention :

Un PEP peut être clôturé en cas de rachat effectué avant 10 ans de détention.

4.5. Contrats détenus par un non-résident

Mémo : [Fiscalité de l'assurance-vie souscrite en France par un non-résident](#)

Imposition

Les non-résidents bénéficiaires de produits de contrats souscrits auprès d'entreprises d'assurance établies en France sont soumis :

- pour les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 : au PFL (35 %, 15 % ou 7,5 %) sans possibilité d'option pour le barème progressif.
[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](#) § 140
[Doc. adm. 5 I-13](#)
- pour les produits des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : au PFU de 12,8 % (qui est libératoire pour les non-résidents), sans possibilité d'option pour le barème progressif.
Les non-résident peuvent toutefois, par voie de réclamation effectuée dans les conditions de l'article L.190 du LPF demander l'application du taux de 7,5 % à tout ou partie des produits contenus dans les rachats si le contrat sur lequel le retrait est opéré a plus de 8 ans. Dans cette hypothèse, l'appréciation du seuil de 150 000 € se fait en considération des primes versées par le bénéficiaire des produits sur l'ensemble des contrats d'assurance-vie et de capitalisation souscrits auprès d'entreprises d'assurances établies en France.
CGI, art. 125-0 A, II *bis*

- sans application des abattements de 4 600 € ou 9 200 € (réservés aux résidents fiscaux français)
[BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#) § 240

Le taux du PFL ou PFU est porté à 75 % lorsque le souscripteur est résident d'un Etat ou territoire non coopératif (ETNC), quelle que soit l'ancienneté du contrat.

CGI art. 125-0 A II bis

Quelles que soit les modalités de taxation (PFL ou PFU), il est possible d'appliquer un taux plus favorable prévue par la convention internationale entre la France et l'Etat de résidence du contribuable (au titre des intérêts de créance).

Afin de bénéficier des taux prévues par les conventions internationales il convient en outre de produire les formulaires [n°5000](#) et [n°5002](#) ([notice 5000](#)).

[RM. Dolez JOAN 13 sept. 1999, n° 24061](#)

[Taux de prélèvement prévus par les conventions fiscales internationales en cas de rachats sur les contrats d'assurance-vie par les non-résidents](#)

[BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](#) § 50

Concernant les prélèvements sociaux

Les non-résidents ne sont pas soumis aux prélèvements sociaux sur les produits des contrats d'assurance-vie.

Obligations déclaratives

Afin de déclarer en France les produits imposables, l'établissement payeur doit remplir la [déclaration 2777](#). Cette déclaration et le paiement des sommes correspondantes dues au Trésor Public se font uniquement en ligne.

Pour plus d'informations, voir la [notice de la déclaration 2777](#).

Voir § 13. Obligations déclaratives - Non-résidents - Contrat souscrit en France

4.6. Contrats étrangers détenus par des résidents fiscaux français

4.6.1. Contrat souscrits auprès d'une compagnie d'assurance établie en UE ou dans l'EEE (Liechtenstein, Islande, Norvège)

Les règles d'imposition des produits afférents aux contrats souscrits auprès de compagnies d'assurance établie dans UE, ou dans l'EEE (Liechtenstein, Islande, Norvège) sont identiques aux produits des contrats souscrits en France : application du PFL, PFU, du barème progressif de l'IR et des abattements de 4 600 € ou 9 200 €.

Attention :

Seule différence : pour la détermination du taux applicable, la durée des contrats s'entend de leur durée effective de détention par le contribuable (CGI, art. 125 D ; définition différente de celle retenue par l'article 125-0 A pour les contrats souscrits auprès de compagnie établies en France).

[Mémo : Fiscalité de l'assurance-vie souscrite à l'étranger par un résident fiscal français](#)

Voir § 12. Obligations déclaratives - Résident français (personnes physiques) - Contrats souscrits à l'étranger

En l'absence de rachat

Ces contrats souscrits à l'étranger doivent être déclarés annuellement au titre des comptes et avoirs détenus à l'étranger.

Pour plus d'informations, voir [Doc.expert : IR : Déclaration, paiement, contrôle](#)

Au moment du rachat (année N)

Pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017 : un acompte est prélevé au titre PFL (sauf option pour le barème progressif de l'IR). Cependant dans tous les cas (PLF ou option pour le barème progressif de l'IR), les prélèvements sociaux sont prélevés.

Pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : Un acompte non libératoire de 12,8 % ou 7,5 % est prélevé (sauf dispense demandée par le contribuable selon son RFR) ainsi que les prélèvements sociaux.

CGI. art. 125-0 A, II

CGI.art. 120, I 6°

Par ailleurs, de la même manière que les contrats souscrits en France, certains produits peuvent être exonérés d'IR (notamment pour les produits des contrats souscrits avant le 1er janvier 1983) sous réserve que le contrats présente des caractéristiques similaires aux placements souscrits en France.

[BOI-RPPM-RCM-10-30-10-10 § 200](#)

Remarque :

Le contribuable doit réaliser lui-même les obligations déclaratives et adresser la déclaration 2778 au SIE de son domicile (accompagné du paiement), au plus tard le 15 du mois suivant celui du rachat ou de l'inscription en compte.

[BOI-RPPM-RCM-30-20-60](#), § 300

Le contribuable peut cependant donner mandat à l'établissement payeur étranger pour effectuer les formalités déclaratives et le paiement des prélèvements sociaux au impôts des non-résidents de la direction des résidents à l'étranger et des services généraux (10, rue du centre ; TSA 50014 ; 93465 NOISY LE GRAND CEDEX) au plus tard le 15 du mois suivant celui du rachat ou de l'inscription en compte.

[Rescrit 20 mars 2012](#)

[BOI-RPPM-RCM-30-20-60](#), § 380

[Inst. adm. 16 oct. 2006, BOI 5 I-9-06](#), page 17, § 72

Au moment de la déclaration et de l'imposition des revenus (année N+1)

Pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017 : aucune imposition n'est due en cas d'option pour le PFL. En cas d'option pour le barème progressif de l'IR, les produits sont taxés au moment de la déclaration de revenus. Dans les deux cas, les abattements de 4 600 € ou 9 200 € sont appliqués (si le contrat a plus de 8 ans).

Pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : l'impôt définitif est déterminé et une régularisation est effectuée en fonction de l'option choisie (PFU de 12,8 % ou 7,5 %, ou option globale pour le barème progressif de l'IR) et de l'acompte prélevé au moment du rachat. Dans les deux cas, les abattements de 4 600 € ou 9 200 € sont appliqués (si le contrat a plus de 8 ans).

CGI. art. 200 A, 1, B

4.6.2. Contrat souscrits auprès d'une compagnie d'assurance établie en dehors de l'EEE

Les règles d'imposition des produits afférents aux contrats d'assurance-vie souscrits auprès de compagnies d'assurance établie hors de l'UE ou de l'EEE (Liechtenstein, Islande, Norvège) sont différentes des produits des contrats d'assurance-vie souscrits en France :

- il n'est pas possible d'opter pour le PFL (pour les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017),
- les abattements de 4 600 € ou 9 200 € ne sont pas applicables (CGI, art. 122, 2)
- le taux de 7,5 % ne s'applique pas (pour les produits des primes versées après le 27 septembre 2017).

Attention

Pour la détermination du taux applicable, la durée des contrats s'entend de leur durée effective de détention par le contribuable (CGI, art. 125 D ; définition différente de celle retenue par l'article 125-0 A pour les contrats souscrits auprès de compagnie établies en France).

[Mémo : Fiscalité de l'assurance-vie souscrite à l'étranger par un résident fiscal français](#)

Remarque :

Suite au Brexit, le Royaume-Uni sort de l'UE et de l'EEE. En conséquence, les contrats souscrits par des résidents français auprès d'assureurs britanniques ne bénéficient plus, pour les rachats réalisés à compter du 1er janvier 2021 :

- de l'abattement de 4 600 € (9 200 € pour un couple),
- du taux réduit d'imposition de 7,5 % (pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017),
- du PFL (pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017).

Par dérogation, pendant une durée de 9 mois, les rachats réalisés sur des contrats britanniques conclus avant le 1er janvier 2021 continuent à bénéficier du taux de 7,5 % et des abattements de 4 600 € (ou 9 200 €).

Le délai de 9 mois est commencé à courir à compter :

- au 1er janvier 2021 (et se termine donc au 30 septembre 2021) si le bon ou contrat a atteint l'âge de 8 ans au 31 décembre 2020,
- à la date à laquelle le bon ou contrat aura atteint l'âge de 8 ans si le bon ou contrat avait moins de 8 ans au 31 décembre 2020.

Notons que le PFL cesse de s'appliquer dès le 1er janvier 2021 (car aucune mesure dérogatoire n'est prévue).

[BOI-INT-DG-15-10](#) § 220

Voir notre [actualité](#)

En l'absence de rachat

Ces contrats souscrits à l'étranger doivent être déclarés annuellement au titre des comptes et avoirs détenus à l'étranger.

Au moment du rachat (année N)

Pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017 : il n'est pas possible d'opter pour le PFL.

Pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : un acompte non libératoire de 12,8 % ou 7,5 % est prélevé ainsi que les prélèvements sociaux.

CGI. art. 125-0 A, II

CGI.art. 120, I 6°

Au moment de la déclaration et de l'imposition des revenus (année N+1)

Pour les produits issus des primes versées avant le 27 septembre 2017 : les produits sont taxés obligatoirement au barème progressif (CGI. art. 158). Cependant les abattements de 4 600 € ou 9 200 € ne sont pas applicables puisque le contrat est souscrit hors de l'UE et de l'EEE.

Pour les produits issus des primes versées depuis le 27 septembre 2017 : l'impôt définitif est déterminé et une régularisation s'opère en fonction de l'option choisie et de l'acompte prélevé au moment du rachat (PFU ou option globale pour le barème progressif). L'acompte opéré au moment du rachat, s'impute sur le montant définitif d'impôt à payer et est restitué pour le surplus. Cependant les abattements de 4 600 € ou 9 200 € ne

sont pas applicables puisque le contrat est souscrit hors de l'UE et de l'EEE.
CGI. art. 200 A, 1, B

Attention :

L'article 200 A, 1, B, 1° du CGI prévoit l'application du seul taux de 12,8 % : l'application du taux de 7,5 % prévue à l'article 200 A, 1, B, 2° du CGI concerne uniquement les contrats souscrits en France (CGI. art. 125-0 A, I) et les contrats souscrits dans un Etat de l'EEE (CGI. art. 125 D, II).

Voir § 12. Obligations déclaratives - Résident français (personnes physiques) - Contrats souscrits à l'étranger

4.7. Transformation d'un contrat - "Amendement Fourgous"

La transformation d'un contrat mono-support en euros en contrat en unités de compte est possible. On parle d'une disposition, dite "amendement Fourgous".

Cette transformation n'a pas les conséquences fiscales d'un dénouement c'est-à-dire qu'elle est effectuée sans perdre l'antériorité fiscale du contrat, à condition que la transformation donne lieu à la conversion d'une part significative du contrat en unités de compte.

[BOI-TCAS-AUT-60, § 90, 2°](#)

Les sommes affectées à des unités de compte devraient représenter au moins 20 % du total investi car l'administration a précisé que ce ratio correspond à une moyenne sur le marché français. C'est un ratio de référence.

"La transformation doit donc donner lieu à la conversion d'une part significative des engagements en droits exprimés en unités de compte répondant à l'objectif défini par le législateur. A défaut, le maintien de l'antériorité fiscale du bon ou contrat pourrait être remis en cause par l'administration.

A titre indicatif, il est rappelé que les contrats dont une part des primes versées est affectée à l'acquisition de droits exprimés en unités de compte (le reste étant exprimé en euros) sont actuellement en moyenne constitués sur le marché français pour 20 % en unités de compte."

[Inst. adm. 4 nov. 2005, BOI 5 I-4-05](#)

La transformation ne peut avoir lieu qu'après de l'organisme où le souscripteur s'est engagé.

La transformation doit porter sur la totalité de l'épargne c'est-à-dire qu'aucune transformation partielle ne sera autorisée. Le transfert ne pourra être effectué que sur un nouveau contrat.

L'amendement Fourgous permet de diversifier ses placements.

L'engagement déontologique impose aux compagnies d'attirer l'attention du souscripteur ou de l'adhérent sera attirée sur l'ensemble des conséquences de cette transformation, notamment en termes de garantie de taux et de tables, de frais, ou en cas d'avances en cours. Le souscripteur ou l'adhérent prendra ainsi sa décision après une information complète des conséquences de son choix. Bien que le dispositif législatif et l'instruction fiscale ne comportent pas d'obligation d'engagement de durée concernant la part des primes investies dans des actifs à risques, les entreprises d'assurances doivent s'engager à expliquer au souscripteur ou à l'adhérent que ce type d'actifs ne présente un intérêt que si les sommes qui y sont investies y restent pendant une durée suffisante.

[Loi 26 juill. 2005 de modernisation économique](#)

[FSSA 16 déc. 2005 Engagement à caractère déontologique](#)

4.8. Transfert d'un contrat d'assurance-vie vers un plan d'épargne retraite PER (entre le 24 mai 2019 et 1er janvier 2023)

Un avantage fiscal (temporaire) est accordé en cas rachats des sommes investies sur un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation pour les verser sur un PER (il ne s'agit pas d'un transfert mais d'un rachat sur le contrat d'assurance-vie ou de capitalisation qui est ensuite reversé sur un PER).

Avis Fidroït :

Il peut être pertinent de procéder à des rachats sur des contrats d'assurance-vie de plus de 8 ans et de reverser ces sommes sur un PER individuel : en effet, grâce à l'avantage fiscal à l'entrée (lors du versement sur le PER des sommes issues du rachat) le PER offre un rendement plus élevé que l'assurance-vie.

Pour plus d'élément, voir notre question / réponse : [Faut-il transférer son contrat d'assurance-vie sur un PER issu de la loi Pacte ?](#) et notre comparatif [Comparatif synthétique PER, assurance-vie, PERP et Contrat Madelin](#)

4.8.1. Conditions

Il s'applique :

- en cas de rachat total ou partiel,
- sur un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation de plus de 8 ans,
- effectué entre le 24 mai 2019 et le 1er janvier 2023,
- plus de cinq ans avant l'âge légal de départ en retraite du titulaire (soit 57 ans à ce jour dans la plupart des régime de retraite),
- l'intégralité du rachat est reversé sur un PER avant le 31 décembre de l'année du rachat.

4.8.2. Régime fiscal

4.8.2.1. Abattement applicable sur le rachat

En présence d'un tel rachat, un abattement, annuel, supplémentaire de 4 600 € (pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés) ou 9 200 € (pour les contribuables soumis à imposition commune) qui s'ajoute à celui existant. Ainsi, les abattements sont doublés : soit 9 200 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et 18 400 € pour les contribuables soumis à imposition commune.

L'abattement ne s'applique pas aux prélèvements sociaux, qui restent dus.

Les sommes rachetées doivent être reversées avant le 31 décembre de l'année du rachat sur le PER.

CGI. art. 125-0 A, I, 1° al 7

Remarque :

L'exonération s'applique une fois par an : s'il n'est pas utilisé au titre d'une année, il ne peut pas être reporté.

Comme pour l'abattement existant, cet abattement s'impute par priorité :

- sur les produits des primes versées avant le 27 septembre 2017 soumis à l'IR (pas d'option pour le PFL)
- puis sur les produits des primes versées avant le 27 septembre soumis au PFL (option pour le PFL);
- puis sur les produits des primes versées après le 27 septembre 2017 (option pour le barème progressif);
- Et, lorsque l'option globale pour l'imposition au barème progressif n'a pas été effectuée (taxation au PFU) :
 - sur les produits des primes versées à compter du 27 septembre 2017 imposable au taux de 7,5 % ;
 - puis sur les produits des primes versées à compter du 27 septembre 2017 imposable au taux de 12,8 %.

4.8.2.2. Déduction du versement volontaire sur le PER

Le versement sur un PER de sommes issues d'un rachat effectué sur un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation constitue un versement volontaire déductible pour le titulaire du plan (du revenu global ou du

revenu catégoriel pour les TNS ou en matière agricole) dans les limites de déduction ordinaires des versements sur un PER.

4.9. Transfert d'un contrat d'assurance-vie vers un nouveau contrat au sein de la même compagnie (à compter du 24 mai 2019)

La loi pacte (entrée en vigueur le 24 mai 2019) étend le dispositif "Fourgous".

Il est possible de transférer un contrat d'assurance-vie vers un nouveau contrat d'assurance-vie auprès de la même compagnie, sans perdre l'antériorité fiscale du contrat.

Ce transfert n'entraîne pas les conséquences fiscales d'un dénouement à condition que tout ou partie des primes versées soit affectées à l'acquisition de droits exprimés en unités de compte ou de droit donnant lieu à la constitution d'une provision de diversification (fonds euro-croissance...).

Dans la pratique :

Ce transfert ne devrait pas générer le paiement des prélèvements sociaux (mais aucun texte n'est venu le préciser depuis 2019). Cependant, en pratique, certaines compagnies sont obligées, pour des raisons de capacité informatique, de solder l'ancien contrat pour en souscrire un nouveau, générant ainsi des prélèvements sociaux taxables par anticipation.

CGI art. 125-0 A

[Loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises \(PACTE\)](#)

Remarque

Il est donc possible de transférer un contrat multisupport vers un nouveau contrat multisupport plus performant, sans perdre les avantages fiscaux liés au premier contrat.

5. Imposition - Cas d'exonération

Hormis les cas d'exonération spécifique à la nature des contrats souscrits, il existe des cas d'exonération, tant à l'impôt sur le revenu qu'aux prélèvements sociaux, qui sont liés à la situation du souscripteur.

5.1. Exonérations spécifiques à la nature des contrats souscrits

5.1.1. Exonérations à l'impôt sur le revenu mais pas d'exonération aux prélèvements sociaux

Certaines exonérations prévues à l'impôt sur le revenu ne s'appliquent pas au titre des prélèvements sociaux.

Les produits capitalisés sur les contrats suivants sont exonérés d'impôt sur le revenu mais ne sont pas exonérés de prélèvements sociaux :

- produits capitalisés sur un contrat souscrit avant le 1^{er} janvier 1983, et afférent aux primes ont versées avant le 10 octobre 2019 (ainsi que à titre transitoire, aux produits capitalisés sur un contrat souscrit avant le 1^{er} janvier 1983, et afférent aux primes ont versées après le 10 octobre 2019 mais pour lesquels un rachat a été réalisé avant le 1^{er} janvier 2020),
- produits capitalisés sur un contrat "DSK" ou "NSK" lorsqu'un rachat intervient après 8 ans de détention ([BOI-RPPM-RCM-10-10-90](#) et [BOI-RPPM-RCM-10-10-100](#)) ;
- produits capitalisés sur un contrat PEP Assurance lorsqu'un rachat intervient après 8 ans de détention ;
- produits capitalisés sur un contrat d'assurance-vie lorsque la sortie du contrat est prévue dès l'origine en rente viagère.
[BOI-RPPM-RCM-10-10-80](#), § 90

Cas particulier : Arrangements de rentes viagères

Les rentes viagères issues de la sortie d'un contrat PEP assurance ayant au moins 8 ans après la souscription sont exonérées d'impôt sur le revenu mais restent taxables aux prélèvements sociaux selon la fraction qui aurait été taxable à l'impôt sur le revenu sans cette exonération.

5.1.2. Aucune exonération

5.1.2.1. Sortie en rente viagère d'un contrat d'assurance-vie

Les arrangements de rentes viagères issues de la sortie d'un contrat d'assurance-vie sont imposables aux prélèvements sociaux.

5.1.2.2. Contrat souscrits par des résidents fiscaux français auprès de compagnies d'assurance étrangères

Les résidents fiscaux français sont taxés aux prélèvements sociaux sur l'ensemble de leurs revenus mondiaux. Cependant, des règles spécifiques peuvent s'appliquer pour les personnes affiliées à un régime de sécurité sociale d'un Etat de l'UE ou de l'EEE. Pour en savoir plus, voir doc expert "[Prélèvements sociaux](#)".

5.2. Exonérations liées à la situation du souscripteur

Peu important la date de souscription du contrat, les produits capitalisés sont exonérés d'impôt sur le revenu si le dénouement du contrat résulte :

- du licenciement du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire de PACS ;

Attention :

L'exonération ne s'applique que si le contribuable s'est trouvé privé d'emploi pour une raison indépendante de sa volonté et a été inscrit comme demandeur d'emploi à Pôle emploi.

[BOI-RPPM-RCM-10-10-80](#), § 102

La rupture conventionnelle, la fin d'un CDD et la révocation du mandant social ne peuvent pas être considérés comme subis par le salarié. Par conséquent, ils n'ouvrent pas droit à l'exonération d'impôt sur le revenu.

[BOI-RPPM-RCM-10-10-80](#), § 103

[RM Fouché, JO Sénat 28 janv. 2016, n° 14137](#)

A titre informatif, on peut mentionner qu'une réponse ministérielle (concernant la non-remise en cause du dispositif Besson en cas de vente du bien suite à un licenciement) a précisé que l'existence de difficultés financières n'est pas une condition nécessaire pour bénéficier de la non-remise en cause de l'avantage fiscal.

[RM 22 nov. 2011](#)

- ou de sa mise en retraite anticipée, de celle de son conjoint ou de son partenaire de Pacs ;
- ou de son invalidité, de celle de son conjoint ou de celle de son partenaire de Pacs, lorsqu'elle correspond à une invalidité de deuxième ou troisième catégorie ;
CSS art. L. 341-4

Remarque :

Les produits capitalisés sont également exonérés de prélèvements sociaux en cas de dénouement pour invalidité du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire.

[Inst. adm. 28 déc. 2007, BOI 5 I-4-07](#)

- ou d'une cessation d'activité suite à un jugement de liquidation judiciaire du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire de Pacs.

L'exonération s'applique aux produits perçus jusqu'au dénouement du contrat, à condition qu'il intervienne avant la fin de l'année qui suit l'année de la réalisation de l'un de ces événements.

[BOI-RPPM-RCM-10-10-80](#), § 101
[RM Marleix, JOAN 3 avr.2012, n° 97715](#)

En pratique :

Le souscripteur invalide au moment de la souscription du contrat ne peut pas bénéficier de l'exonération dans la mesure où son invalidité n'a pas été "l'événement déclencheur" du dénouement du contrat.

Attention :

L'exonération ne s'applique pas si le souscripteur a opté pour le PFL.

Les prélèvements sociaux restent dus en cas de licenciement du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire, ou de sa mise en retraite anticipée, de celle de son conjoint ou de son partenaire.

[Inst. adm. 26 déc. 2005, BOI 5 I-5-05](#), § 21 et s.

Seul le dénouement suite à l'invalidité du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire permet d'exonérer également des produits au titre des prélèvements sociaux.

5.3. Exonération des prélèvements sociaux (non-résident)

Les non-résidents ne sont pas soumis aux prélèvements sociaux concernant les produits des contrats d'assurance-vie.

La qualité de résident s'apprécie au moment du fait générateur des prélèvements c'est-à-dire, selon les cas, lors de l'inscription en compte des produits, lors d'un rachat ou lors du décès du souscripteur.

La qualité de non-résident fiscal français du souscripteur doit être communiquée à la compagnie d'assurance. De plus le souscripteur doit justifier de sa domiciliation fiscale à l'étranger au jour du fait générateur.

[Inst. adm. 28 déc. 2007, BOI 5 I-4-07](#) § n°7

Attention :

Cependant, des règles spécifiques peuvent s'appliquer pour les personnes affiliées à un régime de sécurité sociale d'un Etat de l'UE ou de l'EEE. Pour en savoir plus, voir doc expert "[Prélèvements sociaux](#)".

6. Imposition - Prélèvements sociaux

6.1. Principes

Les intérêts nets générés sur les contrats d'assurance-vie dont le souscripteur-assuré est résident fiscal français sont soumis aux prélèvements sociaux. Les taux de prélèvements sociaux dépendent de la date d'inscription en compte des produits ou de la date du rachat.

L'assureur effectue toujours une retenue à la source.

Les modalités de perception diffèrent selon qu'il s'agisse d'un support en fonds euros ou en unités de compte.

6.1.1. Unités de compte

Les prélèvements sociaux sont retenus par l'assureur au moment du rachat (partiel ou total) au taux en vigueur au moment du rachat. Ainsi, si aucun rachat n'est effectué, la totalité des produits générés par les contrats en unités de compte et les contrats multisupports (exceptés les produits du compartiment euro taxés annuellement) sera soumise aux prélèvements sociaux au dénouement du contrat (terme prévu, rachat partiel ou décès de l'assuré) selon le taux en vigueur.

6.1.2. Fonds euros des contrats monosupports (avant et après 2011) et des contrats en unités de comptes (depuis le 1er juillet 2011)

Les prélèvements sociaux sont retenus par l'assureur, lors de l'inscription en compte des produits (c'est-à-dire annuellement), au taux en vigueur au moment de l'inscription. En cas de rachat, les prélèvements sociaux sont dus sur la part d'intérêts incluse dans le rachat qui n'a pas déjà supportée les prélèvements en cours d'année.

[Inst. adm. 1er août 2011, BOI 5 I-3-11](#)

Au dénouement du contrat, si le contrat est en perte nette (c'est-à-dire lorsque la valeur de rachat est inférieure au cumul des primes), les prélèvements sociaux sont restitués à hauteur de la perte assortis du taux d'intérêt légal (3,11 % du 2ème semestre 2020).

Remarque:

Le prélèvement au fil de l'eau n'est pas contraire à la constitution du fait notamment du mécanisme de restitution (Voir [notre actualité](#)). Dans les cas de moins-values sur unités de comptes à risques, la restitution devra prendre en compte une indemnisation au taux d'intérêt légal avec comme hypothèse que le trop perçu par le Trésor sera par hypothèse imputé sur les périodes les plus récentes, ce qui limite la capitalisation.

Par exception, la taxation aux prélèvements sociaux n'est pas opérée lors de l'inscription en compte, seulement au moment du rachat ou du décès sur les supports euros de PEP multi supports.

Rappel : Avant le 1^{er} juillet 2011

Pour les contrats monosupport en euros : Les prélèvements sociaux étaient retenus par l'assureur, lors de l'inscription en compte des produits (c'est-à-dire annuellement)

Pour les contrats en unités de compte : les prélèvements sociaux étaient retenus par l'assureur au moment du rachat (partiel ou total) que les fonds soient investis en fonds euros ou en unités de compte.

6.1.3. Cas particulier - Transformation d'un contrat en euros en contrat en unités de compte ("Amendement Fourgous")

Par la transformation, le contrat devient un contrat en unités de compte et suivra le régime correspondant. Seule la partie investie sur un fonds euros sera soumise aux prélèvements sociaux lors de chaque inscription en compte.

Par conséquent, la transformation a désormais un avantage fiscal très limité car il sera proportionnel à l'investissement en unités de compte. Ainsi, plus la part d'unités de compte est importante et plus le montant des prélèvements sociaux prélevés, avant un rachat ou le dénouement, sera faible.

6.2. Assiette

L'assiette des prélèvements sociaux correspond à celle retenue pour l'impôt sur le revenu, mais avant abattement de 4 600 € ou 9 200 € (l'abattement est donc à rajouter à l'assiette des prélèvements sociaux).

En cas de rachat total, l'assiette taxable est constituée par "la différence entre les sommes remboursées au bénéficiaire et le montant des primes versées". Il faut prendre en compte le montant des primes versées frais inclus.

CGI. art. 125-0 A

En cas de rachat partiel, l'assiette est composée d'une fraction de capital et d'une fraction d'intérêts. Les proportions en capital et en intérêts contenues dans le rachat partiel doivent être les mêmes que celles du contrat à la date du rachat. Ainsi, pour la détermination de l'assiette taxable, la formule reste la même que pour le rachat total mais "les primes versées ne sont retenues qu'au prorata des sommes remboursées au titre du rachat partiel sur la valeur de rachat de la totalité du contrat à la même date".

Inst. adm. 5 I 3-84

6.3. Taux

6.3.1. Principe

Le taux des prélèvements sociaux en vigueur est de 17,2 % depuis le 1^{er} janvier 2018.

Pour déterminer la date à laquelle les produits sont acquis, il convient de se reporter aux clauses du contrat concerné. Les prélèvements sociaux sont alors prélevés, au taux en vigueur, lors de l'inscription, en compte, des produits au contrat.

[Rescrit du 10 avril 2012](#)

Rappel :

Le taux était de 15,5 % du 1^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2017.

Une [réponse ministérielle en date du 15 janvier 2013](#) précise les modalités de taxation aux prélèvements sociaux en cas de changement de taux en cours d'année :

- le taux global de prélèvements sociaux de 13,5 % s'applique à la part des produits acquise et, le cas échéant, constatée du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012
- et le taux global de 15,5 % à la part de ces produits acquise et, le cas échéant, constatée du 1^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2012.

Pour déterminer la date à laquelle les produits sont acquis et donc la part de ces produits acquise depuis le 1^{er} juillet 2012 soumise au taux global de 15,5 %, il convient de se reporter aux clauses du contrat concerné. Ces prélèvements sociaux sont opérés lors de l'inscription des produits au contrat.

Tableau récapitulatif des taux de prélèvements sociaux applicables :

Date d'imposition	CSG	CRDS	Prélèvement social	Taux total des prélèvements sociaux
Avant le 1 ^{er} février 1996	Sans objet	Sans objet	Sans objet	0 %
Du 1 ^{er} février 1996 au 31 décembre 1996	Sans objet	0.50 %	Sans objet	0.50 %
Du 1 ^{er} janvier 1997 au 31 décembre 1997	3.40 %	0.50 %	Sans objet	3.90 %
Du 1 ^{er} janvier 1998 au 30 juin 2004	7.50 %	0.50 %	2 %	10.00 %
Du 1 ^{er} juillet 2004 au 31 décembre 2004	7.50 %	0.50 %	2.30 %	10.30 %
Du 1 ^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2008	8.20 %	0.50 %	2.30 %	11.00 %
Du 1 ^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010	8.20 %	0.50 %	3.40 %	12.10 %
Du 1 ^{er} janvier 2011 au 30 septembre 2011	8.20 %	0.50 %	3.60 %	12.30 %
Du 1 ^{er} octobre 2011 au 30 juin 2012	8.20 %	0.50 %	4.80 %	13.50 %
Du 1 ^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2017	8.20 %	0.50 %	6.80 %	15.50 %
Depuis le 1 ^{er} juillet 2018	9.90 %	0,50 %	6.80	17.20 %

6.3.2. Rappel : Modification apportée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (article 8), partiellement réformée par le Conseil Constitutionnel

La [loi de financement de la sécurité sociale pour 2014](#) dispose que les prélèvements sociaux sont calculés au taux de 15,5 % pour les intérêts générés depuis le 1^{er} janvier 1997, date d'instauration de la CSG sur les revenus de placement, en matière d'assurance-vie et de contrat de capitalisation.

Le [Conseil Constitutionnel](#) a néanmoins énoncé que les produits de contrats d'assurance-vie acquis ou constatés à compter du 1^{er} janvier 1997 exonérés d'impôts sur le revenu et pour lesquels les prélèvements sont acquittés lors du dénouement du contrat ou du décès de l'assuré doivent être soumis aux taux de prélèvements sociaux "historiques" pour ceux de ces produits qui ont été acquis ou constatés au cours des huit premières années suivant l'ouverture du contrat d'assurance-vie pour ceux de ces contrats souscrits entre le 1^{er} janvier 1990 et le 25 septembre 1997.

Cette mesure s'applique aux faits générateurs, soit notamment les rachats, intervenant à partir du 26 septembre 2013.

[RM. Chrétien JOAN 8 mars 2016, n°45409](#)

Précisions sur les imputations de moins-values d'une période sur l'autre :

Lorsque l'assiette des produits exonérés d'impôt sur le revenu soumis aux "taux historiques" est en moins-value et que l'assiette des produits exonérés d'impôt sur le revenu soumis au taux actuel est en plus-value (ou dans l'hypothèse inverse), une compensation sera admise par le biais d'une imputation d'assiette entre les 2 parties.

Les établissements payeurs procéderont donc dans ce cas à un calcul prélèvement par prélèvement afin d'imputer les moins-values constatées sur l'un ou l'autre des compartiments sur les plus-values de l'autre compartiment.

Depuis le 1^{er} octobre 2014

Pour les faits générateurs intervenant à compter du 1^{er} octobre 2014, les établissements payeurs doivent précompter les contributions et prélèvement sociaux selon les nouvelles modalités.

Cas des décès intervenus depuis la modification des textes :

Les ayants droits de titulaires d'un contrat d'assurance-vie décédés en 2014 devront faire figurer les éléments nécessaires au calcul de la mise en recouvrement du montant des prélèvements sociaux lors du dépôt en 2015 de la déclaration de revenus 2014 au nom du défunt.

Tempérament :

Étant donné les difficultés pratiques liées notamment aux modalités de déclaration pour les ayants droits, il ne sera pas procédé à une régularisation au titre des contrats d'assurance-vie dont les titulaires sont décédés entre le 26 septembre 2013 et le 31 décembre 2013.

Ainsi, les prélèvements sociaux déjà opérés sur ces contrats pourront être considérés comme définitifs.

Période transitoire de taxation des rachats entre le 26 septembre 2013 et le 30 septembre 2014

Pour les faits générateurs intervenant entre le 26 septembre 2013 et le 30 septembre 2014, les établissements financiers procèdent au précompte selon les modalités antérieures à la réforme.

Une régularisation du montant des contributions et prélèvements dus en application des nouvelles règles sera effectuée en 2015 sur le rôle des contributions sociales sur les revenus du patrimoine et donnera lieu à un versement complémentaire (ou, le cas échéant, une restitution).

6.4. Déduction de la CSG

A l'impôt sur le revenu, lorsque le souscripteur a opté pour PFL (option prise au plus tard à l'encaissement du revenu) ou s'il est imposé au prélèvement forfaitaire unique - PFU (option prise au moment de la déclaration des revenus en année N+1) alors les prélèvements sociaux ne sont pas déductibles de ses revenus imposables.

En revanche, lorsque, pour l'impôt sur le revenu, le contribuable a soumis les produits capitalisés au barème progressif et que les prélèvements sont retenus au moment du rachat par l'assureur alors une partie des prélèvements sociaux, à savoir une quote-part de CSG, est déductible de ses revenus imposables.

La part de CSG déductible est limitée à 6,8 % des produits soumis aux prélèvements sociaux au moment du rachat, à compter des revenus perçus en 2018.

Rappel :

Ce taux était de 5,1 % pour les revenus perçus du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2017 et de 5,8 % pour les revenus perçus avant le 1er janvier 2012.

La CSG n'est pas déductible lorsque les produits inclus dans le rachat ne sont pas imposables ou lorsque les prélèvements sociaux ont été retenus lors de l'inscription en compte des produits.

[Inst. adm. 6 juin 1997, BOI 5 I-7-97](#)

6.5. International

Les résidents fiscaux français sont taxés aux prélèvements sociaux sur l'ensemble de leurs revenus mondiaux. Cependant, des règles spécifiques peuvent s'appliquer pour les personnes affiliées à un régime de sécurité sociale d'un Etat de l'UE ou de l'EEE. Pour en savoir plus, voir doc expert "[Prélèvements sociaux](#)".

Les non-résidents ne sont pas soumis aux prélèvements sociaux concernant les produits des contrats d'assurance-vie.

La qualité de résident s'apprécie au moment du fait générateur des prélèvements c'est-à-dire, selon les cas, lors de l'inscription en compte des produits, lors d'un rachat ou lors du décès du souscripteur.

La qualité de non-résident fiscal français du souscripteur doit être communiquée à la compagnie d'assurance. De plus le souscripteur doit justifier de sa domiciliation fiscale à l'étranger au jour du fait générateur.

[Inst. adm. 28 déc. 2007, BOI 5 I-4-07](#) § n°7

6.6. Exonérations liées à la situation du souscripteur

Les prélèvements sociaux restent dus en cas de licenciement du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire ou de sa mise en retraite anticipée, de celle de son conjoint ou de son partenaire.

[Inst. adm. 26 déc. 2005, BOI 5 I-5-05](#) paragraphes n°21 et suivants

Seul le dénouement suite à invalidité du souscripteur, de son conjoint ou de son partenaire permet d'exonérer également les produits au titre des prélèvements sociaux.

6.7. Régularisation des prélèvements sociaux

Lorsqu'au dénouement d'un contrat (rachat total), le montant des prélèvements sociaux déjà acquittés sur les produits générés par les fonds en euros est supérieur au montant des prélèvements sociaux dus sur l'ensemble des produits du contrat, alors l'excédent est reversé au contrat par l'assureur.

En cas de rachat partiel, l'excédent de prélèvements sociaux n'est reversé qu'à proportion du rapport entre les primes comprises dans ce rachat et le montant total des primes résiduelles.

Exemple : [Montant des prélèvements sociaux dus inférieur au montant déjà prélevé](#)

6.7.1. En cas de rachat total

L'assiette des prélèvements sociaux est calculée en retranchant à la valeur totale du bon ou contrat au jour du rachat (ou au décès de l'assuré), la valeur des versements effectués et celle des produits du compartiment euro des contrats multisupports ayant déjà été imposés, nets des prélèvements acquittés sur ce compartiment à compter du 1er juillet 2011

- si le résultat de cette différence est positif, le souscripteur doit acquitter des prélèvements sociaux supplémentaires, d'un montant correspondant au produit de l'assiette ainsi déterminée par le taux des prélèvements sociaux en vigueur à la date du rachat. Dans le cas où une partie de cette assiette correspond à des produits exonérés d'impôt sur le revenu, il convient toutefois d'appliquer à ces derniers les taux en vigueur à la date à laquelle ils ont été constatés ;
- si ce solde est négatif et que le bon ou contrat est globalement en perte, l'établissement payeur devra restituer au contrat tous les prélèvements sociaux précédemment acquittés sur les produits du compartiment euro de ce bon ou contrat
- si ce solde est négatif, mais que le bon ou contrat présente globalement un gain, il convient de comparer, d'une part, le montant total des prélèvements sociaux acquittés sur le compartiment euro jusqu'au jour du rachat, et d'autre part un montant égal à la différence entre la valeur du contrat au jour du rachat augmentée des prélèvements sociaux acquittés sur le compartiment euro, et la somme des versements effectués sur le contrat, multipliée par le taux d'imposition aux prélèvements sociaux en vigueur à la date du rachat (ou, pour la part des produits exonérés d'impôt sur le revenu, par le (ou les) taux applicables). Si le montant total des prélèvements sociaux déjà acquittés sur le compartiment est supérieure, la différence est alors restituée.

Exemples

Un contrat multisupports, souscrit par un versement de 1 000 000 € en année N, et investi à hauteur de 60 % sur le compartiment en euro et 40 % sur le compartiment UC, fait l'objet d'un rachat total en N+10.

Le montant cumulé des produits capitalisés sur le compartiment euro s'élève à 135 252 € à l'époque du rachat. Des prélèvements sociaux ont été acquittés, au fil de l'eau, sur le compartiment euro, pour un montant total fixé, par hypothèse, à 16 636 €.

Le contrat présente un gain au jour du rachat total

En N+10, le contrat a une valeur totale de 1 230 505 € :

- montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : $135\,252\text{ €} - 16\,636\text{ €} = 118\,616\text{ €}$
- calcul du solde : $1\,230\,505\text{ €} - 1\,000\,000\text{ €} - 118\,616\text{ €} = 111\,889\text{ €}$

Le solde est positif, le souscripteur doit acquitter des prélèvements sociaux supplémentaires :

- total des produits à soumettre aux prélèvements sociaux : 111 889 €
- montant des prélèvements sociaux complémentaires à prélever : $111\,889\text{ €} \times 17,2\% \text{ (depuis le 1er janvier 2018)} = 19\,245\text{ €}$

Total des prélèvements sociaux acquittés : $16\,636\text{ €} + 19\,245\text{ €} = 35\,881\text{ €}$.

Le contrat est en perte au jour du rachat total

En N+10, le contrat a une valeur totale de 920 126 € :

- montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : $135\,252\text{ €} - 16\,636\text{ €} = 118\,616\text{ €}$
- calcul du solde : $920\,126\text{ €} - 1\,000\,000\text{ €} - 118\,616\text{ €} = -198\,490\text{ €}$

Le solde est négatif et le contrat est globalement en perte. Les prélèvements sociaux acquittés doivent être restitués, soit un montant de 16 636 €.

Le compartiment en UC est en perte, mais le contrat présente globalement un gain au jour du rachat total
En N+10, le contrat a une valeur totale de 1 074 875 € :

- montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : $135\,252\text{ €} - 16\,636\text{ €} = 118\,616\text{ €}$
- calcul du solde : $1\,074\,875\text{ €} - 1\,000\,000\text{ €} - 118\,616\text{ €} = -43\,741\text{ €}$

Le solde est négatif mais le contrat présente un gain : le montant des prélèvements acquittés au fil de l'eau (16 636 €) est plus important que le montant des prélèvements sociaux calculés sur l'ensemble des produits attachés au contrat qui est de 15 740 € (soit $1\,074\,875\text{ €} + 16\,636\text{ €} - 1\,000\,000\text{ €}$ au taux de 17,2 %).

Le montant des prélèvements sociaux à restituer est de : $16\,636\text{ €} - 15\,740\text{ €} = 896\text{ €}$.

6.7.2. En cas de rachat partiel

Au moment du 1er rachat partiel

L'assiette des prélèvements sociaux est calculée en retranchant à la valeur totale du bon ou contrat au jour du rachat ou au décès de l'assuré la valeur des versements effectués et celle des produits du compartiment euro des contrats multisupports ayant déjà été imposés nets des prélèvements acquittés sur ce compartiment à compter du 1er juillet 2011 :

- si le résultat de cette différence est positif, le souscripteur devra acquitter des prélèvements sociaux supplémentaires, d'un montant correspondant au produit de l'assiette ainsi déterminée par le taux des prélèvements sociaux en vigueur à la date du rachat ou du décès multiplié par le rapport entre le montant des primes comprises dans le rachat partiel et le montant total des primes versées net des primes comprises, le cas échéant, dans un rachat partiel antérieur ;
- si ce solde est négatif et que le contrat est globalement en perte, l'établissement payeur devra reverser une partie des prélèvements sociaux précédemment acquittés, à proportion du rapport existant entre les primes comprises dans le rachat et le montant total des primes versées net des primes comprises dans un rachat partiel antérieur ;
- si ce solde est négatif mais que le contrat présente un gain, et si le montant des prélèvements sociaux précédemment acquittés excède la différence entre la valeur du contrat au jour du rachat partiel, augmentée des prélèvements sociaux acquittés sur le compartiment euro, et la somme des versements effectués sur le contrat, multipliée par le taux d'imposition aux prélèvements sociaux en vigueur à la date du rachat ou du décès (ou, pour la part des produits exonérés d'impôt sur le revenu, par le (ou les) tau(x) applicables), l'excédent est restitué à hauteur du rapport existant entre les primes comprises dans le rachat partiel et le montant total des primes versées net des primes comprises dans un rachat partiel antérieur.

Exemples

Un contrat multisupports, souscrit par un versement de 1 000 000 € en année N, et investi à hauteur de 60 % sur le compartiment en euro et 40 % sur le compartiment UC, fait l'objet d'un rachat partiel de 200 000 € en N+5.

Le montant cumulé des produits capitalisés sur le compartiment euro s'élève à 63 242 € à l'époque du rachat. Des prélèvements sociaux ont été acquittés, au fil de l'eau, sur le compartiment en euro, pour un montant total fixé, par hypothèse, à 7 779 €.

Le contrat présente un gain au jour du rachat partiel

En N+5, le contrat a une valeur totale de 1 295 898 € :

- montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : $63\,242\text{ €} - 7\,779\text{ €} = 55\,463\text{ €}$
- calcul du solde : $1\,295\,898\text{ €} - 1\,000\,000\text{ €} - 55\,463\text{ €} = 240\,435\text{ €}$

Le solde est positif, le souscripteur doit acquitter des prélèvements sociaux supplémentaires :

- total des produits à soumettre aux prélèvements sociaux s'il s'était agi d'un rachat total : 240 435 €
- montant des prélèvements sociaux à prélever correspondants : $240\,435\text{ €} \times 17,2\% = 41\,355\text{ €}$

Total des prélèvements sociaux à acquitter s'agissant d'un rachat partiel : $41\,355\text{ €} \times (1\,000\,000\text{ €} \times 200\,000\text{ €} / 1\,295\,898\text{ €}) / 1\,000\,000\text{ €}$ soit 6 382 €.

Le contrat est en perte au jour du rachat partiel

En N+5, le contrat a une valeur totale de 910 905 € :

- montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : $63\,242\text{ €} - 7\,779\text{ €} = 55\,463\text{ €}$
- calcul du solde : $910\,905\text{ €} - 1\,000\,000\text{ €} - 55\,463\text{ €} = -144\,558\text{ €}$

Le solde est négatif et le contrat est globalement en perte, des prélèvements sociaux doivent être restitués. S'il s'était agi d'un rachat total le montant des prélèvements sociaux à restituer aurait été de 7 779 €.

Total des prélèvements sociaux à restituer s'agissant d'un rachat partiel : $7\,779\text{ €} \times (1\,000\,000\text{ €} \times 200\,000\text{ €} / 910\,905\text{ €}) / 1\,000\,000\text{ €} = 1\,708\text{ €}$.

Le compartiment en UC est en perte, mais le contrat présente globalement un gain au jour du rachat partiel

En N+5, le contrat a une valeur totale de 1 006 906 € :

- montant cumulé des produits du compartiment euro taxés annuellement, nets de prélèvements sociaux : $63\,242\text{ €} - 7\,779\text{ €} = 55\,463\text{ €}$
- calcul du solde : $1\,006\,906\text{ €} - 1\,000\,000\text{ €} - 55\,463\text{ €} = -48\,557\text{ €}$

Le solde est négatif mais le contrat présente un gain : le montant des prélèvements acquittés au fil de l'eau (7 779 €) est plus important que le montant des prélèvements sociaux calculés sur l'ensemble des produits attachés contrat qui est de 2 526 € (soit $1\,006\,906\text{ €} + 7\,779\text{ €} - 1\,000\,000\text{ €}$ au taux de 17,2 %).

Le montant des prélèvements sociaux à restituer s'il s'était agi d'un rachat total aurait été de : $7\,779\text{ €} - 2\,526\text{ €} = 5\,253\text{ €}$.

S'agissant d'un rachat partiel, le montant des prélèvements sociaux à restituer est de : $5\,253\text{ €} \times (1\,000\,000\text{ €} \times 200\,000\text{ €} / 1\,006\,906\text{ €}) / 1\,000\,000\text{ €}$ soit 1 043 €.

En cas de rachats partiels successifs

L'assiette des prélèvements sociaux est recalculée sur l'ensemble du contrat en retranchant à la valeur totale du bon ou du contrat au jour du rachat (ou du décès) la valeur des versements effectués et en ajoutant les prélèvements sociaux perçus lors de l'inscription en compte ainsi que le montant des rachats.

Les produits déjà taxés sont calculés en tenant compte des produits taxés lors de leur inscription en compte et, selon le cas, des produits taxés ou des produits ayant donné lieu à restitution dans les rachats partiels antérieurs. Les prélèvements calculés sur l'assiette ainsi déterminée, aux taux en vigueur à la date du rachat ou

du décès, sont comparés à ceux déjà prélevés pour déterminer, selon le cas, le complément de prélèvements dus ou le montant à restituer.

7. Cas des arbitrages et avances

7.1. Imposition des arbitrages

Sur un contrat en unités de compte, l'épargnant a la possibilité de transférer librement, en cours de contrat, les sommes investies vers les différents supports proposés par le contrat.

Sur le plan fiscal, ces opérations ne génèrent aucune imposition, ni à l'impôt sur le revenu ni aux prélèvements sociaux.

En effet, le souscripteur d'un contrat en unités de compte ne détient qu'un droit de créance sur la société d'assurance et ne détient pas un droit de propriété sur les actifs constituant les unités de compte. Le souscripteur procède aux arbitrages souhaités grâce au mécanisme juridique de la stipulation pour autrui.

Ainsi, toute opération de transfert de capitaux d'un support à l'autre ne modifie en rien la valeur de rachat du contrat et justifie donc l'absence d'imposition.

7.2. Imposition des avances

En principe, l'avance n'est ni soumise à l'impôt sur le revenu ni aux prélèvements sociaux, sauf si l'administration fiscale apporte la preuve que l'assuré a demandé une avance dans le seul but de bénéficier d'une non imposition (procédure de l'abus de droit).

8. Impôt sur la fortune immobilière (IFI)

8.1. IFI (à compter de 2018)

8.1.1. Principe

En principe les contrats d'assurance-vie, les bons et contrats de capitalisation ne sont pas imposables à l'IFI car ce sont des actifs financiers et non des actifs immobiliers.

CGI art. 965

Cependant, les contrats rachetables et bons investis en unités de comptes sont imposables à l'IFI pour la fraction représentative des biens et droits réels immobiliers, qu'ils soient détenus par le redevable ou une société (dans ce cas, le contrat de capitalisation est pris en compte pour la valorisation des titres).

CGI art. 972

[BOI-PAT-IFI-20-20-30-30 § 60 à 210](#)

Le tableau qui suit récapitule les conditions à remplir cumulativement pour l'imposition à IFI :

Conditions à remplir cumulativement	Précisions	Exclusions
Contrat <u>rachetable</u>	<p>Le contrat est considéré comme rachetable et imposable à l'IFI :</p> <ul style="list-style-type: none">y compris lorsqu'il est nanti ou donné en garanti BOI-PAT-IFI-20-20-30-30 § 90y compris les contrats euro-diversifiés (comportant une clause disponibilité de rachat	<p>Les contrats <u>non</u> rachetables ne sont pas imposables (même s'ils sont investis en actifs immobiliers):</p> <ul style="list-style-type: none">les assurances temporaires en cas de décès,les assurances de capitaux de survie et de rente de survie,

Conditions à remplir cumulativement	Précisions	Exclusions
	temporaire (C. ass. art. R. 142-8) BOI-PAT-IFI-20-20-30-30 § 100 <ul style="list-style-type: none"> • y compris lorsque le contrat a été accepté par le bénéficiaire (RM. Dolez JOAN 16 fév. 2010, n° 1864 au titre de l'ISF a priori transposable à l'IFI) • les contrats d'assurance de groupe lorsqu'ils deviennent rachetables (assuré atteint d'une invalidité importante ou cessation d'activité à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire) 	<ul style="list-style-type: none"> • les assurances en cas de vie sans contre-assurance et rentes viagères différées sans contre-assurance. C.ass. art. L.132-23 Exemple : <ul style="list-style-type: none"> • Perp • Madelin • contrats d'assurance de groupe A l'échéance du contrat (après la phase d'épargne), le capital versé n'est pas imposable à l'IFI (puisque'il ne s'agit pas d'un actif immobilier). Cependant, les actifs immobiliers remis à l'assuré à titre de versement du capital sont imposables.
Contrat en unités de compte	Le texte cible uniquement les unités de compte	<u>Les fonds en euros ne sont pas imposables</u> (même lorsqu'ils sont investis en immobilier)
Contrat avec des supports représentatifs d'actifs immobiliers	Unités de comptes investies en actifs immobiliers et notamment dans des SCI, SCPI et OPCI	Sauf exonérations (détenion de moins de 10 % d'une société opérationnelle, d'un OPC - CGI. art. 972 bis - ou moins de 5 % d'une SIIC - CGI. art. 972 ter) Pour ces exonérations, on considère que le redevable détient directement les actifs.
Valeur incluse dans le patrimoine du souscripteur	Sont concernés les contrats souscrits : <ul style="list-style-type: none"> • par les personnes physiques • <i>a priori</i>, par les sociétés, • via un trust ou une fiducie. 	-

8.1.2. Evaluation

La valeur vénale des actifs imposables détenus par un contrat d'assurance-vie, un bon ou un contrat de capitalisation est imposable (et non la valeur nominale comme à l'ISF).

En pratique, la valeur vénale est communiquée par la compagnie d'assurance, sur demande du redevable et dans des délais compatibles avant le dépôt des déclarations. Aucun rehaussement d'IFI n'est effectué si le redevable, de bonne foi, démontre qu'il n'était pas en mesure d'estimer ou de disposer des informations nécessaires à l'estimation de la fraction imposable. (renvoi du [BOI-PAT-IFI-20-20-30-30 § 200](#) au [BOI-PAT-IFI-20-20-20-10](#)).

Ces mêmes informations sont également communiquées, sur demande et dans les 30 jours, à l'administration fiscale pour le compte des redevables.

Les informations à transmettre sont :

- la valeur vénale du contrat ou du bon,
- la fraction de la valeur représentative des biens ou droits réels immobiliers imposables.

Les organismes d'assurance peuvent obtenir des organismes de placement et de gestion, sur demande, la valeur représentative des biens imposables.

[BOI-PAT-IFI-50-10-30](#) § 110 (renvoi aux § 60 et 80)

[Décret du 25 mai 2018, n°2018-391](#) - CGI. art. 313 BQ quater

Avis Fidroït :

Les compagnies d'assurance endossent donc de fait une partie la responsabilité de la valeur l'IFI. Ceci peut représenter un travail gigantesque et coûteux...

8.2. ISF (jusqu'en 2017)

Attention :

Pour rappel, l'ISF s'est appliqué pour la dernière fois en 2017. Depuis le 1er janvier 2018, il a été abrogé et remplacé par l'IFI.

Le traitement fiscal ISF des contrats d'assurance-vie pendant la phase d'épargne était différent selon que le contrat était rachetable ou non rachetable.

C. Ass. art. L 132-21 à L 132-23

CGI. Art. 885 F

[BOI-PAT-ISF-30-20-10](#), § 90

8.2.1. Contrats non rachetables

Les contrats non rachetables ne sont pas imposables à l'ISF.

Seules les primes versées, après l'âge de 70 ans, sur des contrats non rachetables souscrits après le 20 novembre 1991, sont imposables et doivent figurer dans l'assiette de l'ISF.

[Doc. adm. 7 S-3212](#)

[BOI-PAT-ISF-30-20-10](#), § 140

Exemples :

Il s'agit exclusivement :

- des assurances temporaires en cas de décès,
- des assurances de capitaux de survie et de rente de survie,
- des assurances en cas de vie sans contre-assurance et rentes viagères différées sans contre-assurance.

8.2.2. Contrats rachetables

Les contrats rachetables sont imposables à l'ISF.

Ils doivent alors figurer pour leur valeur de rachat au 1er janvier de l'année d'imposition dans l'assiette de l'ISF, quelle que soit la date de souscription du contrat ou l'âge de l'assuré.

[BOI-PAT-ISF-30-20-10](#), § 120

Attention - Cas de l'acceptation du bénéficiaire :

Lorsque le souscripteur a donné son accord à l'acceptation du bénéficiaire, le souscripteur ne peut plus exercer sa faculté de rachat sans l'accord du bénéficiaire. Même subordonné à l'accord du bénéficiaire, le souscripteur conserve son droit au rachat et le contrat revêt toujours son caractère rachetable. Le contrat reste donc imposable à l'ISF pour sa valeur de rachat au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

C. Ass. art. L. 132-9

[RM. Dolez JOAN 16 fév. 2010](#)

Attention - Cas des avances :

Bien que l'administration fiscale ne se soit pas prononcée officiellement sur le traitement des avances en matière d'ISF, l'inscription de l'avance au passif de l'ISF semble admise à condition de fournir tous les justificatifs à la déclaration ou d'obtenir l'accord des services fiscaux.

Cas particuliers :

- Contrat euro diversifié : ce type de contrat peut comporter une clause de non-rachat temporaire de 10 ans. Cette indisponibilité temporaire n'a pour conséquence que de différer la possibilité d'exercice du droit de rachat. La valeur du contrat doit donc être déclarée au titre de l'ISF.
C. Ass. art. R. 142-8
CGI. art. 885 E et 885 F
[Inst. adm. 4 janv. 2010, BOI 7 S 4-10](#)
- Contrats d'assurance-vie à "bonus de fidélité" : ce type de contrat est assorti de garanties de fidélité. Les valeurs de celles-ci ne sont acquises au souscripteur qu'au terme de la période d'indisponibilité. Elles ne sont donc pas taxables à l'ISF.
C. ass. art. R132-5-3, (anc. art. R 331-5)
[RM. Fourgous JOAN 16 mars 2010](#)
- Contrats dénoués en rente viagère et contrat de rente viagère immédiate : ces contrats sont imposables à l'ISF et doivent donc figurer dans l'assiette de l'ISF pour la valeur de capitalisation de la rente.
- Contrats détenus en France par des non-résidents fiscaux : ces contrats ne sont pas imposable à l'ISF au titre de l'exonération des placements financiers des non-résidents.
CGI. art. 885 L
[Mémo : Fiscalité de l'assurance-vie souscrite en France par un non-résident](#)

9. Impacts de la loi Sapin II

La loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite "[Sapin II](#)" du 9 décembre 2016 comporte des dispositions relatives à l'assurance-vie et produits assimilés :

- Possibilité pour le HCSF de limiter les opérations pour l'ensemble des compagnies d'assurance ou organismes assimilés (CMF. art. L 631-2-1, 5° ter - article 49 de la loi) : sur les unités de comptes et fonds euros des compagnies situés en France.
- Limitation de la performance des fonds euros par le HCSF (CMF. art. L 631-2-21, 5° bis - article 49 de la loi).
- Limitation des rachats des titres d'OPC détenus via un contrat d'assurance-vie (CMF. L 621-13-2 - C. Ass. L 131-4 – article 118 de la loi)

Ces dispositions entrent en vigueur à compter du 11 décembre 2016.

Pour plus d'informations, voir Doc expert : Assurance-vie : Caractéristiques juridiques générales

10. Comparatif synthétique PER, assurance-vie, PERP, Contrat Madelin pour obtenir des revenus complémentaires

[En version PDF](#)

Point de comparaison	PER	Assurance-vie	PERP	Contrat Madelin	Produit le plus avantageux
Disponibilité de l'épargne	<ul style="list-style-type: none"> • Epargne indisponible jusqu'au départ en retraite (sauf cas de déblocage) 	Epargne disponible à tout moment (sans imposition en cas de sortie suite à un accident de la vie)	<ul style="list-style-type: none"> • Epargne indisponible jusqu'au départ en retraite (sauf cas 	<ul style="list-style-type: none"> • Epargne indisponible jusqu'au départ en retraite 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurance-vie • PER au-delà de l'âge légal de départ en retraite

Point de comparaison	PER	Assurance-vie	PERP	Contrat Madelin	Produit le plus avantageux
	<p>anticipé : accidents de la vie ou acquisition de la résidence principale)</p> <ul style="list-style-type: none"> Sortie en totalité en capital à la retraite 		<p>de déblocage anticipé uniquement en cas d'accidents de la vie :</p> <ul style="list-style-type: none"> expiration des droits à chômage suite à une perte involontaire d'emploi uniquement, ou PERP de moins de 2 000 €) Sortie en capital jusqu'à 20 % maximum à la retraite / 80 % en rente 	<p>(sauf cas de déblocage anticipé uniquement en cas d'accidents de la vie : expiration des droits à chômage suite à une perte involontaire d'emploi uniquement)</p> <ul style="list-style-type: none"> Sortie en rente uniquement à la retraite 	
Versements	Libres	Libres	Libres	Obligation de versement annuel	<ul style="list-style-type: none"> PER Assurance-vie PERP
Fiscalité à l'entrée (avantage fiscal)	Déduction du revenu global + pour les TNS : déduction du revenu catégoriel (plafond supplémentaire de 15 % du revenu professionnel)	Aucune	Déduction du revenu global	Déduction du revenu catégoriel (plafond supplémentaire de 15 % du revenu professionnel)	PER
Fiscalité à la sortie	<p><u>Versements déduits</u> <u>Rente</u> : IR sur la totalité de la rente + 17,2 % de prélèvements sociaux sur une fraction de la rente</p>	<ul style="list-style-type: none"> <u>Sortie en rente</u> : IR et 17,2 % de prélèvements sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> <u>Sortie en rente</u> : IR + 10,1 % de prélèvements sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> <u>Rente</u> : IR + 10,1 % de prélèvements sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> PER <ul style="list-style-type: none"> Par rapport à l'assurance-vie : le

Point de comparaison	PER	Assurance-vie	PERP	Contrat Madelin	Produit le plus avantageux
	<p>(40 % si le titulaire a entre 60 et 69 ans) <u>Capital</u> : IR sur le montant des primes déduites / PFU sur les intérêts</p> <p><u>Versements non déduits</u></p> <p><u>Sortie en rente</u> : IR et 17,2 % de prélèvements sociaux sur une fraction de la rente seulement (40 % si le titulaire a entre 60 et 69 ans) <u>Sortie en capital</u> : Taxation des seuls Intérêts au PFU</p> <p>Intérêts latents <u>non taxables</u> aux prélèvements sociaux au moment de la conversion du capital en rente</p>	<p>sur une fraction de la rente (40 % si le titulaire a entre 60 et 69 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Sortie en capital</u> : Taxation des seuls Intérêts au PFU • Intérêts latents taxables aux prélèvements sociaux au moment de la conversion du capital en rente 	<p>sur la totalité de la rente</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Sortie en capital</u> : IR ou option PFL 7,5 % + 10,1 % de prélèvements sociaux 	<p>sur la totalité de la rente</p>	<p>gain fiscal à l'entrée du PER permet de <u>constituer un capital plus important</u> à terme et compense la fiscalité pénalisante (cependant la taxation du PER à la sortie entraîne également une hausse du RFR)</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Par rapport au PERP / contrat Madelin : <u>taxation aux prélèvements sociaux</u> à <u>6,88 %</u> (17,2 x 40 %)

Point de comparaison	PER	Assurance-vie	PERP	Contrat Madelin	Produit le plus avantageux
					contre 10,1 %
IFI	PER compte-titres et PER assurance : soumis à l'IFI à hauteur de la valeur actifs immobiliers (sauf en cas d'investissement dans des SIIC, ou si le titulaire du PER détient moins de 10 % du capital social d'une société opérationnelle ou si l'OPC détient moins de 20 % d'actifs immobiliers)	Imposable à l'IFI à hauteur de la valeur des unités de comptes représentatives des actifs immobiliers (sauf en cas d'investissement dans des SIIC, ou si le titulaire du contrat détient moins de 10 % du capital social d'une société opérationnelle ou si l'OPC détient moins de 20 % d'actifs immobiliers)	Non imposable à l'IFI	Non imposable à l'IFI	<ul style="list-style-type: none"> • PERP • Contrat Madelin
Décès pendant la phase d'épargne (et décès avant 70 ans)	<p>Attribution d'une rente ou d'un capital</p> <p><u>Fiscalité (*)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits de succession si PER compte-titres (exonération du conjoint ou du partenaire de PACS) • Abattement de 152 500 € si PER assurance (CGI. art. 990 I) • Intérêts latents non taxables aux prélèvements sociaux au moment du décès 	<p>Attribution d'une rente ou d'un capital</p> <p><u>Fiscalité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Abattement de 152 500 € (CGI. art. 990 I) • Intérêts latents taxables aux prélèvements sociaux au moment du décès 	<p>Attribution d'une rente uniquement</p> <p><u>Fiscalité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Abattement de 152 500 € (CGI. art. 990 I) • Rente taxable annuellement : IR et aux prélèvements sociaux à 10,1 % sur la totalité de la rente 	<p>Attribution d'une rente uniquement</p> <p><u>Fiscalité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Exonération • Rente taxable annuellement : IR et aux prélèvements sociaux à 10,1 % sur la totalité de la rente 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurance-vie si primes versées avant 70 ans • PER assurance si décès avant 70 ans • Contrat Madelin

Point de comparaison	PER	Assurance-vie	PERP	Contrat Madelin	Produit le plus avantageux
Décès après la liquidation du plan	<p>Attribution d'une rente (réversion) si le titulaire est sorti en rente</p> <p><u>Fiscalité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits de succession si PER compte-titres (exonération du conjoint ou du partenaire de PACS) • Exonération si PER assurance avec réversion au profit du conjoint, du partenaire de PACS ou des enfants 	<p>Attribution d'une rente ou d'un capital</p> <p><u>Fiscalité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Abattement de 152 500 € (CGI art. 990 I) • Intérêts latents taxables aux prélèvements sociaux au moment du décès 	<p>Attribution d'une rente uniquement (réversion)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exonération si primes versées régulièrement pendant au moins 15 ans 	<p>Attribution d'une rente uniquement (réversion)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exonération 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurance-vie si primes versées avant 70 ans • PER si décès avant 70 ans • Contrat Madelin

(*) Application de la fiscalité de l'assurance-vie (articles 990 I et 757 B du CGI) a quelques différences près : La taxation au titre de l'article 990 I ou 757 B du CGI dépend de l'âge du titulaire du plan au jour de son décès pour le PER (et non l'âge du titulaire au jour du versement des primes pour l'assurance-vie).

Par ailleurs, l'assiette de l'article 757 B du CGI est constituée du capital décès ou la valeur capitalisée de la rente pour le PER (et non du cumul des primes versées comme l'assurance-vie) : ainsi, les intérêts acquis sur un PER sont taxés au décès, contrairement à l'assurance-vie.

Enfin, les intérêts latents sur le PER ne sont pas taxables au moment du décès ou au moment de la conversion du capital en rente (contrairement à l'assurance-vie).

Avis Fidroit :

Le PER et l'assurance-vie se relèvent être complémentaires.

Si l'assurance-vie permet de garder une épargne de précaution disponible à tout moment, le PER offre deux avantages :

- dès lors que le contribuable a une TMI égale ou supérieure à 30 %, le PER offre un meilleur rendement qu'un contrat d'assurance-vie (grâce à la déduction à l'entrée du PER, les versements sont plus importants, sans effort d'épargne supplémentaire) et ce malgré une fiscalité à la sortie du PER plus importante qu'en assurance-vie.
- en matière successorale, le PER est plus compétitif que l'assurance-vie en cas de décès avant 70 ans (puisque les prélèvements sociaux ne sont pas dus sur les intérêts latents).

On notera cependant que, compte tenu de la taxation du PER à la sortie, le RFR augmente également (contrairement à l'assurance-vie pour laquelle les rachats en dessous des seuils de 4 600 € et 9 200 € d'intérêts n'ont pas d'incidence sur le RFR).

11. Comparatif en cas de décès : PER, Assurance-vie, Contrat de capitalisation

Point de comparaison	PER-Assurance	Assurance-vie	Contrat de Capitalisation
Taxation au titre de la transmission par décès	<u>Décès avant 70 ans :</u> <ul style="list-style-type: none"> Base imposable : Valeur acquise au décès (<u>brute</u> de prélèvements sociaux) Taxable à l'article 990 I du CGI : abattement de 152 500 € puis taxation à 20 % jusqu'à 700 000 € puis taxation à 31,25 % (sauf exonération) 	<u>Primes versées avant 70 ans :</u> <ul style="list-style-type: none"> Base imposable : Valeur acquise au décès (<u>nette</u> de prélèvements sociaux) Taxable à l'article 990 I du CGI : abattement de 152 500 € puis taxation à 20 % jusqu'à 700 000 € puis taxation à 31,25 % (sauf exonération) 	<u>Quel que soit l'âge au moment du versement des primes ou du décès :</u> <ul style="list-style-type: none"> Base imposable : Valeur vénale brute au décès Taxable aux droits de succession sur la totalité du contrat
	<u>Décès après 70 ans :</u> <ul style="list-style-type: none"> Base imposable : Valeur acquise au décès (<u>brute</u> de prélèvements sociaux) Taxable à l'article 757 B du CGI : abattement de 30 500 € commun avec l'assurance-vie, puis taxation aux droits de succession (sauf exonération) 	<u>Primes versées après 70 ans :</u> <ul style="list-style-type: none"> Base imposable : primes versée sur le contrat après 70 ans Taxable à l'article 757 B du CGI : abattement de 30 500 € commun avec l'assurance-vie, puis taxation aux droits de succession (sauf exonération) 	
Taxation des intérêts latents suite au décès	Intérêts latents non taxables à l'IR et aux prélèvements sociaux	Intérêts latents taxables aux prélèvements sociaux au moment du décès	Intérêts latents purgés au titre de l'IR et des prélèvements sociaux

12. Obligations déclaratives 2020 - Résident français - Contrats souscrits en France

Les obligations déclaratives sont différentes selon la date de souscription du contrat et la durée du contrat au moment du rachat.

12.1. Principes - Rappel des revenus à ne pas déclarer

Les produits exonérés suivants n'ont pas à être indiqués dans la déclaration 2042 :

- les produits des contrats d'assurance-vie souscrits avant le 1er janvier 1983 lorsqu'ils sont afférents à des primes versées avant le 10 octobre 2019 ;

les produits attachés aux contrats principalement investis en actions d'une durée égale au moins à 8 ans (anciens contrats dits DSK ou NSK) ;

les produits attachés à des versements effectués à compter du 26 septembre 1997 sur des contrats souscrits avant le 26 septembre 1997, lorsque ces produits sont afférents :

- aux primes versées sur des contrats à primes périodiques n'excédant pas celles prévues initialement au contrat, quelle que soit la date de leur versement ;
- aux versements programmés, quel que soit leur montant, effectués du 26 septembre au 31 décembre 1997, en exécution d'un engagement pris avant le 26 septembre 1997 ;
- aux autres versements effectués du 26 septembre au 31 décembre 1997, dans la limite de 200 000 francs (soit 30 490 €) par souscripteur. Cette limite s'apprécie pour chacun des membres du foyer fiscal titulaires d'un ou plusieurs contrats d'assurance vie ;
- les contrats d'assurance-vie souscrits dans le cadre d'un plan d'épargne populaire (PEP).

Les produits sont également exonérés, quelle que soit la durée du contrat, si le rachat résulte du licenciement, de la cession d'activité non salariée suite à un jugement de liquidation judiciaire, de la mise à la retraite anticipée ou de l'invalidité du souscripteur ou de son conjoint.

12.2. Rachat : imposition des produits afférents aux versements effectués avant le 27 septembre 2017

Si les revenus ne sont pas exonérés (voir supra), deux modalités d'imposition existent lors d'un rachat total ou partiel :

- l'imposition au barème progressif,
- l'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire.

A noter :

Aucun frais ni charge ne peuvent venir en déduction des produits imposables.

12.2.1. Principe : imposition au barème de l'IR

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2042	<p>Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée inférieure à 8 ans : Indiquer leur montant <u>en case 2 YY</u>.</p> <p>Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée égale ou supérieure à 8 ans : Indiquer <u>en case 2 CH</u> le montant des produits acquis ou constatés.</p> <p>Reporter le montant des produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont été payés en 2020 (produits issus des unités de compte,) case 2DF(une partie de la CSG est déductible sur ces revenus)</p> <p>Reporter le montant des produits, imposables du fait du rachat en 2020, pour lesquels les prélèvements sociaux ont été payés en 2020 (produits issus des fonds euros) case 2CG (la CSG n'est pas déductible sur ces revenus)</p>	Notice 2041 GN

12.2.2. Option pour le prélèvement forfaitaire libératoire (PFL)

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
	Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée inférieure à 8 ans : Indiquer leur montant <u>en case 2 XX</u> .	
Déclaration 2042	Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée égale ou supérieure à 8 ans : Case 2DH : montant de la quote-part d'intérêts compris dans le rachat. Reporter le montant des produits ayant déjà été soumis aux prélèvements sociaux (produits des contrats ou fonds euros) : Case 2CG	Notice 2041 GN

12.3. Rachat : imposition des produits afférents aux versements effectués à compter du 27 septembre 2017

Si les revenus ne sont pas exonérés (voir supra), deux modalités d'imposition existent lors d'un rachat total ou partiel :

- le prélèvement forfaitaire unique (PFU),
- l'option pour l'imposition à l'IR

Attention :

Dans tous les cas, un prélèvement forfaitaire non libératoire (PFNL) est appliqué au moment du rachat et constitue un acompte de l'impôt sur le revenu.

Cet acompte est de :

- 12,8 % pour les produits afférents aux contrats de moins de 8 ans,
- et 7,5 % pour les produits afférents aux contrats de plus de 8 ans.

Cet acompte ne vaut pas application définitive du PFU, l'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu reste possible.

A noter :

Aucun frais ni charge ne peuvent venir en déduction des produits imposables.

12.3.1. Principe : imposition au prélèvement forfaitaire unique (PFU)

Attention :

Si la case était cochée afin d'opter pour l'imposition au barème progressif pour l'imposition des revenus 2019, la case 2 OP est pré-cochée sur la déclaration de revenus 2020. Les contribuables qui ne souhaitent pas opter au barème pour l'imposition des revenus de 2020 doivent donc la décocher (déclaration en ligne) ou cocher la case qui se trouve au-dessous de la case 2 OP (déclaration papier).

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2042	<u>Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée inférieure à 8 ans :</u> Case 2ZZ : montant de la quote-part d'intérêts compris dans le rachat	
	<u>Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée égale ou supérieure à 8 ans :</u> Case 2 UU : montant de la quote-part d'intérêts compris dans le rachat (<i>en principe</i> ,	

Déclaration**Précisions****Notice**

cette case est préremplie, le contribuable a supporté un acompte (sauf dispense) au taux de 7,5 %).*

Le montant des produits doit ensuite être réparti par le contribuable :

- Indiquez en case 2 VV : le résultat du calcul suivant

Total des intérêts correspondant aux primes versées à compter du 27/09/2017 x [(150 000 € - Primes nettes versées avant le 27/09/2017) / Primes nettes versées à compter du 27/09/2017]

- Indiquez en case 2 WW : le solde (2 UU - 2VV)

Le montant de l'acompte déjà acquitté doit être indiqué : Case 2CK

Reporter le montant des produits ayant déjà été soumis aux prélèvements sociaux (produits des contrats ou fonds euros) : Case 2CG [Notice 2041 GN](#)

12.3.2. Option pour l'imposition à l'IR

Le contribuable doit remplir :

Déclaration**Précisions****Notice**

Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée inférieure à 8 ans :
Case 2ZZ : montant de la quote-part d'intérêts compris dans le rachat

Produits des contrats d'assurance-vie d'une durée égale ou supérieure à 8 ans :
Case 2 UU : montant de la quote-part d'intérêts compris dans le rachat.

Le montant des produits doit être réparti par le contribuable :

- Le montant des produits doit ensuite être réparti par le contribuable :
- Indiquez en case 2 VV : le résultat du calcul suivant

**[Déclaration
2042](#)**

Total des intérêts correspondant aux primes versées à compter du 27/09/2017 x [(150 000 € - Primes nettes versées avant le 27/09/2017) / Primes nettes versées à compter du 27/09/2017]

- Indiquez en case 2 WW : le solde (2 UU - 2VV)

Le montant de l'acompte déjà acquitté doit être indiqué en ligne 2CK

Option globale pour le barème de l'IR : cocher la Case 2OP. Dans la déclaration

préremplie, la case 2 OP est déjà cochée si l'option avait été exercée l'an dernier.
L'absence de modification confirme l'option.

Reporter le montant des produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont été payés en 2020 (produits issus des unités de compte) case 2BH (une partie de la CSG est déductible sur ces revenus)

Reporter le montant des produits, imposables du fait du rachat en 2020, pour lesquels les prélèvements sociaux ont été payés en 2020 (produits issus des fonds euros) case 2CG (la CSG n'est pas déductible sur ces revenus) [Notice 2041 GN](#)

12.4. Cas particulier : imposition en cas de sortie en rente viagère

Rappel :

Les produits capitalisés jusqu'à la sortie en rente viagère sont exonérés à condition que la rente ait été prévue dès l'origine.

En revanche, les arrérages de la rente sont imposables au barème progressif pour une fraction déterminée en fonction de l'âge du bénéficiaire au moment où la rente a débuté.

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2042	<p>Le montant intégral de la rente perçue l'année considérée doit être reporté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Case 1 AW si le bénéficiaire était âgé de moins de 50 ans lors de l'ouverture de la rente. • Case 1 BW si le bénéficiaire était âgé de 50 ans à 59 ans lors de l'ouverture de la rente. • Case 1 CW si le bénéficiaire était âgé de 60 ans à 69 ans lors de l'ouverture de la rente. • Case 1 DW si le bénéficiaire était âgé de 70 ans ou plus lors de l'ouverture de la rente. 	Notice 2041

A noter :

Lorsque la rente viagère est constituée au profit de deux conjoints et réversible au conjoint survivant, l'âge à prendre en considération est :

- pendant la durée du mariage : l'âge du plus âgé des époux lors de l'entrée en jouissance de la rente,
- à partir du décès : l'âge du plus âgé des époux lors de l'entrée en jouissance de la rente ou l'âge du survivant des époux à la date du décès si cette solution est plus favorable.

13. Obligations déclaratives - Résident français - Contrats souscrits à l'étranger

Les obligations déclaratives sont différentes selon la date de souscription du contrat et la durée du contrat au moment du rachat.

Pour le rappel des modalités d'imposition : Voir [Mémo : Fiscalité de l'assurance-vie souscrite à l'étranger par un résident fiscal français.](#)

13.1. Absence de rachat : obligations générales

Si en 2020, le contribuable a souscrit, modifié ou dénoué un contrat d'assurance-vie auprès d'un organisme établi hors de France :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2042	Cocher la case 8 TT	Notice 2041
Déclaration 3916-3916 bis	Indiquez : <ul style="list-style-type: none">l'adresse du siège de l'organisme d'assurance, et le cas échéant, de la succursale qui accorde la couverture,l'identification du souscripteur (nom, prénom, adresse, date et lieu de naissance)la désignation du contrat, ses références et la nature des risques garantis,sa date d'effet et sa durée, ainsi que la date d'effet des avenants,les rachats et versements éventuellement effectués pendant l'année précédente,la valeur de rachat ou le montant du capital garanti, y compris sous forme de rente, au 1er janvier de l'année de la déclaration,le montant total des versements réalisés au cours de l'année	

13.2. Rachat sur un contrat souscrit dans un Etat de l'EEE (*)

(*) États de l'Union Européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein

13.2.1. Rachat : imposition des produits afférents aux versements effectués avant le 27 septembre 2017

13.2.1.1. Principe : imposition au barème de l'IR

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2047	En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit : Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France. En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger : <ul style="list-style-type: none">page 3, compléter dans le cadre 2 le paragraphe 260, ligne produits et gains des bons et contrats de capitalisation et d'assurance-vie ;compléter le cadre 7 (page 4)	Notice 2047 NOT
Déclaration 2042	En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit : Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France. En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :	Notice 2047 NOT - Notice 2041

Déclaration	Précisions	Notice
	<ul style="list-style-type: none"> Reporter dans la case 8 VL le montant déterminé dans le cadre 7 de la déclaration 2047 Reporter dans les cases 2 CH ou 2 YY, selon le cas, le montant total des revenus dont il s'agit qui a été porté au paragraphe 260 du cadre 2 de la déclaration 2047. 	

13.2.1.2. Option pour le prélèvement forfaitaire libératoire (PFL)

Déclaration à remplir au moment du rachat

Le contribuable doit adresser au SIE de son domicile (ou donner mandant à l'établissement payeur pour le faire) au plus tard le 15 du mois suivant celui du rachat la déclaration suivante :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2778-SD (version 01-2020 pour les rachats effectués en 2020)	<p><u>Détermination du Prélèvement forfaitaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Indiquer case BD, BE, BF, BG, BH, BI ou BJ selon le cas, le montant des produits compris dans le rachat Calculer et compléter le montant total dû. En présence d'une convention fiscale avec le pays de souscription prévoyant un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt étranger : <ul style="list-style-type: none"> Imputer le crédit d'impôt étranger et indiquer case IC le total net calculé. Compléter le cas échéant la case OL. Compléter la case correspondant au "<u>total du prélèvement forfaitaire libératoire à payer</u>" (acompte) <p><u>Détermination des prélèvements sociaux dus :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Calculer le montant des prélèvements sociaux dans le cadre prévus à cet effet cases PQ, PS, PZ, PV, et PW selon le cas Compléter les montants totaux dus En présence d'une convention fiscale avec le pays de souscription prévoyant un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt étranger : Reporter le cas échéant case OM et OR le crédit d'impôt étranger résiduel figurant case OL (voir supra). Compléter les cases correspondant : <ul style="list-style-type: none"> au "<u>total des prélèvements sociaux à payer</u>" case PU au "<u>total du prélèvement de solidarité à payer</u>" case PK <p><u>Indiquer le montant total à payer case QR</u> à reporter sur la 1ère page dans la rubrique paiement</p>	Notice 2778

Attention :

Il faut joindre impérativement le paiement du prélèvement forfaitaire ainsi que des prélèvements sociaux afférents aux revenus déclarés.

Le contribuable sera considéré comme n'ayant pas opté pour le PFL en l'absence de paiement, en cas de paiement seulement partiel ou en cas de dépôt de la déclaration hors délai.

Déclaration à remplir lors de la déclaration annuelle des revenus (rachats effectués en 2020 - déclaration des revenus 2020)

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2047	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France :</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> • page 3, compléter dans le cadre 2 le paragraphe 260 • compléter le cadre 7 (page 4) 	Notice 2047 NOT
Déclaration 2042	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France :</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Indiquer en case 8 VL le montant à reporter déterminé dans le cadre 7 de la déclaration 2047 • Reporter dans les cases 2 DH ou 2 XX selon le cas, le montant total des revenus dont il s'agit qui a été porté au paragraphe 260 du cadre 2 de la déclaration 2047. 	Notice 2047 NOT - Notice 2041 GN

13.2.2. Rachat : imposition des produits afférents aux versements effectués à compter du 27 septembre 2017

13.2.2.1. Déclaration à remplir au moment du rachat

Le contribuable doit adresser au SIE de son domicile (ou donner mandant à l'établissement payeur pour le faire) au plus tard le 15 du mois suivant celui du rachat la déclaration suivante :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2778-SD (version 01-2020 pour les rachats effectués en 2020)	<p><u>Détermination du Prélèvement forfaitaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Indiquer case BB ou BC selon le cas, le montant des produits compris dans le rachat <p>Calculer et compléter le montant total dû.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compléter la case correspondant au "<u>total du prélèvement forfaitaire non libératoire à payer</u>" <p><u>Détermination des prélèvements sociaux dus :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Calculer le montant des prélèvements sociaux dans le cadre prévus à cet effet cases PQ, PV et PG2 selon le cas <p>Compléter les montants totaux dus.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compléter les cases correspondant : 	Notice 2778

Déclaration	Précisions	Notice
	<ul style="list-style-type: none"> ○ au "<u>total des prélèvements sociaux à payer</u>" case PU ○ au "<u>total du prélèvement de solidarité à payer</u>" case PK <p><u>Indiquer le montant total à payer case QR</u> à reporter sur la 1ère page dans la rubrique paiement</p>	

Attention :

Il faut joindre impérativement le paiement du prélèvement forfaitaire ainsi que des prélèvements sociaux afférents aux revenus déclarés.

13.2.2.2. Principe : imposition au prélèvement forfaitaire unique (PFU)

Attention :

Si la case était cochée afin d'opter pour l'imposition au barème progressif pour l'imposition des revenus 2019, la case 2 OP est pré-cochée sur la déclaration de revenus 2020. Les contribuables qui ne souhaitent pas opter au barème pour l'imposition des revenus de 2020 doivent donc la décocher (déclaration en ligne) ou cocher la case qui se trouve au-dessous de la case 2 OP (déclaration papier).

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2047	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France :</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> • page 3, compléter dans le cadre 2 le paragraphe 260, ligne produits et gains des bons et contrats de capitalisation et d'assurance-vie ; • compléter le cadre 7 (page 4) 	Notice 2047 NOT
Déclaration 2042	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition</p>	

Déclaration	Précisions	Notice
	<p>des produits à la fois dans cet État et en France :</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Indiquer en case 8 VL le montant à reporter déterminé dans le cadre 7 de la déclaration 2047 • Reporter dans les cases 2 ZZ ou 2 UU (puis ventiler selon 2 VV et 2 WW)) selon le cas, le montant total des revenus dont il s'agit qui a été porté au paragraphe 260 du cadre 2 de la déclaration 2047. <ul style="list-style-type: none"> ◦ <u>Indiquez en case 2 VV : le résultat du calcul suivant</u> 	

Total des intérêts correspondant aux primes versées à compter du 27/09/2017

150 000 € - Primes nettes versées avant le 27/09/2017

x

Primes nettes versées à compter du 27/09/2017

- Indiquez en case 2 WW : le solde (2UU - 2VV)

Le montant de l'acompte déjà acquitté doit être indiqué en ligne 2 CK

Reporter le montants des produits compris dans le rachat et ayant déjà été soumis aux prélèvements sociaux (produits des contrats ou fonds euros) case 2 CG [Notice 2047 NOT](#)

- [Notice 2041 GN](#)

13.2.2.3. Option pour l'imposition à l'IR

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2047	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France :</p>	<p>Notice 2047 NOT</p>

Déclaration	Précisions	Notice
	<p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> • page 3, compléter dans le cadre 2 le paragraphe 260, ligne produits et gains des bons et contrats de capitalisation et d'assurance-vie ; • compléter le cadre 7 (page 4) 	
<p>Déclaration 2042</p>	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France :</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reporter dans la case 8 VL le montant à reporter déterminé dans le cadre 7 de la déclaration 2047 • Reporter dans les cases 2 ZZ ou 2 UU (puis ventiler selon 2 VV et 2 WW) selon le cas, le montant total des revenus dont il s'agit qui a été porté au paragraphe 260 du cadre 2 de la déclaration 2047. <ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Indiquez en case 2 VV : le résultat du calcul suivant</u> 	

Total des intérêts correspondant aux primes versées à compter du 27/09/2017

x

150 000 € - Primes nettes versées avant le 27/09/2017

Primes nettes versées à compter du 27/09/2017

- Indiquez en case 2 WW : le solde (2UU - 2VV)

Le montant de l'acompte déjà acquitté doit être indiqué en ligne 2 CK

Option globale pour le barème de l'IR

cocher la case 2 OP. Dans la déclaration préremplie, la case 2 OP est déjà cochée si l'option avait été exercée l'an dernier. L'absence de modification confirme l'option.

Reporter le montant des produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont été payés en 2020 (produits issus des unités de compte) case 2 BH (une partie de la CSG est déductible sur ces revenus)

Reporter le montant des produits, imposables du fait du rachat en 2020, pour lesquels les prélèvements sociaux ont été payés en 2020 (produits issus des fonds euros) case 2 CG (la CSG n'est pas déductible sur ces revenus) [Notice 2047 NOT](#)

-

[Notice 2041 GN](#)

13.3. Rachat sur un contrat souscrit hors EEE

13.3.1. Rachat : imposition des produits afférents aux versements effectués avant le 27 septembre 2017

Voici les déclarations que le contribuable doit remplir (avec une imposition au barème progressif impérative) :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2047	<p>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France.</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none">• page 3, indiquer le montant des produits dans le cadre 2 le paragraphe 260, ligne produits et gains des bons et contrats de capitalisation et d'assurance-vie ;• compléter le cadre 7 (page 4)	Notice 2047 NOT
Déclaration 2042	<p>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France.</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none">• Reporter dans la case 8 VL le montant à reporter déterminé dans le cadre 7 de la déclaration 2047• Reporter dans la case 2 YY le montant total des revenus dont il s'agit qui a été porté au paragraphe 260 du cadre 2 de la déclaration 2047.	Notice 2047 NOT - Notice 2041

13.3.2. Rachat : imposition des produits afférents aux versements effectués à compter du 27 septembre 2017

13.3.2.1. Déclaration à remplir au moment du rachat

Le contribuable doit adresser au SIE de son domicile (ou donner mandat à l'établissement payeur pour le faire) au plus tard le 15 du mois suivant celui du rachat la déclaration suivante :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2778-SD (version 01-2020 pour les rachats effectués en 2020)	<p><u>Détermination du Prélèvement forfaitaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Indiquer case BB ou BC selon le cas, le montant des produits compris dans le rachat <p>Calculer et compléter le montant total dû.</p> <ul style="list-style-type: none"> Compléter la case correspondant au "<u>total du prélèvement forfaitaire libératoire à payer</u>" <p><u>Détermination des prélèvements sociaux dus :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Calculer le montant des prélèvements sociaux dans le cadre prévus à cet effet cases PQ, PV, et PG2 selon le cas <p>Compléter les montants totaux dus.</p> <ul style="list-style-type: none"> Compléter les cases correspondant : <ul style="list-style-type: none"> au "<u>total des prélèvements sociaux à payer</u>" case PU au "<u>total du prélèvement de solidarité à payer</u>" case PK <p><u>Indiquer le montant total à payer case QR</u> à reporter sur la 1ère page dans la rubrique paiement</p>	Notice 2778

Attention :

Il faut joindre impérativement le paiement du prélèvement forfaitaire ainsi que des prélèvements sociaux afférents aux revenus déclarés.

13.3.2.2. Principe : imposition au prélèvement forfaitaire unique (PFU)

Attention :

Si la case était cochée afin d'opter pour l'imposition au barème progressif pour l'imposition des revenus 2019, la case 2 OP est pré-cochée sur la déclaration de revenus 2020. Les contribuables qui ne souhaitent pas opter au barème pour l'imposition des revenus de 2020 doivent donc la décocher (déclaration en ligne) ou cocher la case qui se trouve au-dessous de la case 2 OP (déclaration papier).

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2047	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France :</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> page 3, compléter dans le cadre 2 le paragraphe 260, ligne produits et gains des bons et contrats de capitalisation et d'assurance-vie ; 	Notice 2047 NOT

Déclaration	Précisions	Notice
	<ul style="list-style-type: none"> compléter le cadre 7 (page 4) 	
Déclaration 2042	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France :</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> Indiquer en case 8 VL le montant à reporter déterminé dans le cadre 7 de la déclaration 2047 Reporter dans les cases 2 YY, le montant total des revenus dont il s'agit qui a été porté au paragraphe 260 du cadre 2 de la déclaration 2047. <p><u>Le montant de l'acompte déjà acquitté doit être indiqué en ligne 2 CK</u></p> <p>Reporter le montants des produits compris dans le rachat et ayant déjà été soumis aux prélèvements sociaux (produits des contrats ou fonds euros) case 2 CG</p>	Notice 2047 NOT - Notice 2041 GN

13.3.2.3. Option pour le barème de l'impôt sur le revenu

Le contribuable doit remplir :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2047	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France :</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> page 3, compléter dans le cadre 2 le paragraphe 260, ligne produits et gains des bons et contrats de capitalisation et d'assurance-vie ; compléter le cadre 7 (page 4) 	Notice 2047 NOT
Déclaration 2042	<p><u>En présence d'une convention fiscale avec l'État où le contrat a été souscrit :</u></p> <p>Dans la majorité des cas, la convention prévoit l'imposition des produits à la fois dans cet État et en France :</p> <p>En principe, la convention prévoit que les produits ouvrent droit à un crédit d'impôt représentatif de l'impôt étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> Indiquer en case 8 VL le montant à reporter déterminé dans le cadre 7 de la déclaration 2047 Reporter dans les cases 2 YY, le montant total des revenus dont il s'agit qui a été porté au paragraphe 260 du cadre 2 de la déclaration 2047. <p><u>Le montant de l'acompte déjà acquitté doit être indiqué en ligne 2 CK</u></p>	Notice 2047 NOT - Notice 2041 GN

Déclaration	Précisions	Notice
	<p><u>Option globale pour le barème de l'IR</u> : cocher la case 2 OP. Dans la déclaration préremplie, la case 2 OP est déjà cochée si l'option avait été exercée l'an dernier. L'absence de modification confirme l'option.</p> <p>Reporter le montant des produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont été payés en 2020 (produits issus des unités de compte) case 2 BH (une partie de la CSG est déductible sur ces revenus)</p> <p>Reporter le montant des produits, imposables du fait du rachat en 2020, pour lesquels les prélèvements sociaux ont été payés en 2020 (produits issus des fonds euros) case 2 CG (la CSG n'est pas déductible sur ces revenus)</p>	

14. Obligations déclaratives - Non-résident - Contrats souscrits en France

Concernant les modalités d'imposition, voir [Fiscalité de l'assurance-vie souscrite en France par un non-résident](#).

Rappel :

- Pendant toute la durée du contrat, si aucun retrait n'est effectué, les intérêts ne sont pas soumis à imposition. Ce n'est que si un rachat partiel ou total est réalisé que les intérêts deviennent imposables.
- Les non-résidents ne sont pas soumis aux prélèvements sociaux.
- Aucun frais ni charge ne peuvent venir en déduction des produits imposables.

14.1. Déclaration par le contribuable (en présence d'une convention fiscale entre l'État de résidence et la France)

Les déclarations à faire certifier et à transmettre à l'établissement payeur afin de pouvoir bénéficier du plafonnement du taux de prélèvement obligatoire :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 5000 + Annexe 5002	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut adresser au service des impôts dont le contribuable relève dans son État de résidence (ou le cas échéant à l'établissement financier américain) pour certification : <ul style="list-style-type: none"> ○ un imprimé 5000 (attestation de résidence) après avoir rempli les cadres I, II, III et VII, ○ l'annexe 5002 après avoir rempli les cadres I et III. • Le service des impôts conserve un exemplaire en langue étrangère de l'attestation et du formulaire annexe et remet au contribuable les deux autres exemplaires certifiés. • L'exemplaire certifié en langue française du formulaire 5000 et de l'annexe 5002 doit être transmis à l'établissement payeur 	Notice 5000

Attention :

Il faut déposer une déclaration 5000 par type de revenu et par établissement payeur.

À noter :

Si la déclaration 5000 et l'annexe 5002 ont été souscrites avant la mise en paiement des revenus, l'établissement teneur de compte pourra payer les revenus sous déduction directe du taux de retenue à la source prévu par la convention applicable.

Si les formulaires n'ont pas été déposés dans les délais, l'établissement teneur de compte doit payer les revenus sous déduction des retenues à la source prévues par la législation française.

Les avantages prévus par la convention fiscale sont alors accordés :

- soit par voie de remboursement par l'établissement payeur : le contribuable est autorisé à récupérer le montant réglé en imputant une somme équivalente sur les versements qu'il est lui-même appelé à faire à la recette des impôts des non-résidents
- soit par voie de remboursement par l'administration, lorsque l'imputation par l'établissement payeur est impossible. La demande de remboursement doit être adressée à la recette des non-résidents (10 rue du Centre, TSA 50014, 93465 NOISY-LE-GRAND CEDEX).

14.2. Déclaration par l'établissement payeur (au moment du rachat)

L'établissement payeur doit adresser à la recette des non-résidents (10 rue du Centre, TSA 50014, 93465 NOISY-LE-GRAND CEDEX) au plus tard le 15 du mois suivant celui du rachat la déclaration suivante :

Déclaration	Précisions	Notice
Déclaration 2777-SD (version 01-2020 pour les rachats effectués en 2020)	<p><u>Détermination du Prélèvement forfaitaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Compléter le cadre 2 Calculer le montant du prélèvement dû.• Compléter le cadre 8 en calculant le montant total dû. <p><u>En présence d'une convention fiscale et dépôt de la déclaration 5000 et annexe 5002 préalablement au paiement du revenu :</u> Compléter le cadre 9, ligne MM</p> <p><u>Indiquer le montant total à payer case OP :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• si la case OP est nulle ou positive : le montant est à reporter sur la 1ère page dans la rubrique paiement, ligne QR.• si la case OP est négative : remplir en 1ère page la rubrique demande de remboursement	Notice 2777

15. Obligations déclaratives - Rachat d'un contrat d'assurance-vie réinvesti dans un PER

Un abattement, annuel, supplémentaire de 4 600 € (pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés) ou 9 200 € (pour les contribuables soumis à imposition commune) est accordé en cas de rachats des sommes investies sur un contrat d'assurance-vie pour les verser sur un PER (il ne s'agit pas d'un transfert mais d'un rachat sur le contrat d'assurance-vie qui est ensuite reversé sur un PER).

Il s'applique :

- en cas de rachat total ou partiel ,
- sur un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation de plus de 8 ans,
- si le rachat est effectué entre le 24 mai 2019 et le 1er janvier 2023,
- le souscripteur doit être à plus de cinq ans avant l'âge légal de départ en retraite du titulaire (soit 57 ans à ce jour),
- le montant doit être reversé sur un PER avant le 31 décembre de l'année du rachat.

Déclaration	Précisions	Notices
Déclaration 2042 C	Cadre 2 : Inscrire les produits perçus lors du rachat : <u>cases 2 RA à 2 RD</u> , selon la date de versement auquel ils se rapportent	Notice 2041

16. Textes de référence

- [Loi de finances 2018 : focus sur l'assurance-vie](#)
- [BOI-RPPM-RCM-20-10-20-50](#), détermination du revenu imposable
- [BOI-RPPM-RCM-30-10-20-20](#), relatif au prélèvement forfaitaire libératoire
- [Inst. adm. 28 déc. 2007, BOI 5 I-4-07](#)
- [Inst. adm. 1er août 2011, BOI 5 I-3-11](#)
- [Doc. adm. 5 I-1226](#)
- [Rescrit 20 mars 2012](#) relatif aux modalités de déclaration et de paiement des prélèvements sociaux sur les contrats d'assurance-vie souscrits hors de France
- [Rescrit du 10 avril 2012](#) relatif aux modalités d'entrée en vigueur de la hausse des prélèvements sociaux
- CGI Art. 125-0 A
- CSS Art. 136-7